

MARCHE PUBLIC DE SERVICE D'ASSURANCE

MAITRE DE L'OUVRAGE :

EHPAD RESIDENCE DU PARC

2, rue Résidence du Parc
51240 SAINT-GERMAIN-LA-VILLE

AMO :



ICADE PROMOTION

Immobilier Géré et Santé
27, rue Camille-Desmoulins
92445 ISSY-LES-MOULINEAUX CEDEX

OBJET DU MARCHE :

**MARCHES DE SERVICES D'ASSURANCES
CONCERNANT L'OPERATION DE RECONSTRUCTION ET DE RESTRUCTURATION
DE L'EHPAD RESIDENCE DU PARC**

CONSEIL EN ASSURANCES :

CRPI

CRPI Conseils

CRPI SA

1, Rond-point de l'Europe
92250 LA GARENNE-COLOMBES

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)
Lot 1 TOUS RISQUES CHANTIER & RC MAITRE D'OUVRAGE**

SOMMAIRE

	Page
PREAMBULE	3
TITRE 1 CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ	4
Identification du marché et du chantier	4
Montants garantis et franchises	7
Conditions tarifaires	9
Placement	10
TITRE 2 GARANTIE TOUS RISQUES CHANTIER	11
Définitions	11
Etendue des garanties et franchise	12
Exclusions	14
TITRE 3 GARANTIE RESPONSABILITE CIVILE MAITRE D'OUVRAGE	18
Définitions	18
Etendue de la garantie	20
Fonctionnement de la garantie	21
Exclusions	22
TITRE 4 CONVENTIONS SPECIALES	26
Sinistres	26
Conventions particulières	27
Paiement des primes	33
INDEX DES DEFINITIONS CONTRACTUELLES TRC	35
ANNEXE 1 ATTENTATS & ACTES DE TERRORISME	36
ANNEXE 2 CATASTROPHES NATURELLES	37

PREAMBULE

ASSURANCES

A. TOUS RISQUES CHANTIER B. RESPONSABILITE CIVILE MAITRE D'OUVRAGE

Le présent marché d'assurance est régi tant par le **CODE DES ASSURANCES** que par les présentes **CONDITIONS PARTICULIERES** qui prévalent sur les **CONDITIONS GENERALES** de l'ASSUREUR éventuellement annexées.

L'Assureur déclare avoir eu connaissance de tout renseignement nécessaire à une juste appréciation du risque et accepte de le garantir à ces seules **Conditions Particulières**.

TITRE 1 : CARACTERISTIQUES DU MARCHE

CHAPITRE 1 - IDENTIFICATION DU MARCHE ET DU CHANTIER

1.1. MAITRE D'OUVRAGE

EHPAD Résidence du Parc - 2, rue Résidence du Parc - 51240 SAINT-GERMAIN-LA-VILLE

1.2. ASSUREUR

Mentionné à l'Acte d'engagement

1.3. SOUSCRIPTEUR

EHPAD Résidence du Parc

Agissant en qualité de représentant du Maître d'ouvrage tant pour son propre compte, Que pour le compte de qui il appartiendra.

1.4. ASSURES

Au titre de la garantie TRC : Le Maître d'ouvrage l'EHPAD Résidence du Parc, les intervenants à l'acte de construire présents sur le chantier.

Au titre de la garantie RCMO :

Le Maître d'ouvrage l'EHPAD Résidence du Parc.

1.6. GESTIONNAIRE

Mentionné à l'Acte d'Engagement

1.7. IDENTIFICATION DU CHANTIER

L'opération concerne la reconstruction et la restructuration de l'EHPAD Résidence du Parc à Saint Germain-la-Ville.

Caractéristiques de l'opération :

Le projet prévoit :

- La reconstruction des bâtiments d'hébergement,
- La restructuration de la partie logistique, plateau technique, vie sociale et restauration.

Surfaces :

- Surface totale dans œuvre du projet : 6 427 m² SDO,
Dont :
 - o Restructuration : 1 120 m² SDO,
 - o Construction neuve : 5 307 m² SDO en 1 bâtiment R+1 sur vide sanitaire et 1 bâtiment en R+1 sans sous-sol.
- Surface totale développée du bâtiment démoli : 4 700 m² SHOB.

Opération réalisée sur un terrain de 17 962 m².

Situation géographique du chantier : 2, rue Résidence du Parc à St Germain-la-Ville (51).

Montants des opérations :

Montant total estimé : 11 462 485,00 € HT, soit **13 754 982,00 € TTC.**

Coût des travaux : 10 424 000 € HT soit 12 508 800 € TTC,

- Phase 1 : 6 290 080,13 € HT soit 7 548 096,16 € TTC,

- Phase 2 : 4 133 919,87 € HT soit 4 960 703,84 € TTC.

- Construction : 3 009 823,24 € HT soit 3 611 787,88 € TTC,
- Réhabilitation : 1 124 096,63 € HT soit 1 348 915,96 € TTC.

Honoraires : 1 038 485 € HT soit 1 246 182 € TTC.

Répartition par lot technique :

Prestations	PHASE 1	PHASE 2	TOTAL Euros HT
1 Démolitions, curage, désamiantage, déplombage	0	453 394,15	453 394,15
2 - Gros œuvre, Charpente, Terrassements	2 430 692,70 €	1 135 522,92	3 566 215,62
3 Cloisons intérieures, doublages	321 485,35	140 468,35	461 953,70
4 Couverture Etanchéité	190 950,32	134 187,81	325 138,13
5 Menuiseries extérieures, vitrerie, protection solaire, façades	280 726,80	267 893,60	548 620,40
6 Menuiseries intérieures	211 963,36	133 245,46	345 208,82
7 Traitement des sols et des murs	163 695,48	141 856,17	305 551,65
8 Peinture nettoyage	163 355,41	54 722,80	218 078,21
9 Faux-plafonds	162 112,30	105 322,41	267 434,71
10 Faux-plancher			SO
11 Métallerie serrurerie	54 834,00	19 103,26	73 937,26
12 Signalétique	2 993,80	6 985,54	9 979,34
13 Equipements et mobiliers spécifiques	67 088,00	35 446,37	102 534,37
14 Plomberie sanitaire	702 157,19	220 873,24	923 030,43
15 Electricité - courants forts	476 431,38	230 144,34	706 575,72
16 Electricité - courants faibles - VDI	208 988,00	93 349,23	302 337,23
17 Appareils élévateurs	79 834,70	0	79 834,70
18 Chauffage ventilation Climatisation Désenfumage	500 010,30	487 059,00	987 069,30
19 Cuisine de production	0	166 172,75	166 172,75
20 Chambres froides	0	26 388,56	26 388,56
21 Voiries et Réseaux Divers (VRD)	272 761,04	271 804,75	544 565,79
22 DOE et informations	0	9 979,16	9 979,16
TOTAL GENERAL	6 290 080,13	4 133 919,87	10 424 000,00

1.8. PRINCIPAUX INTERVENANTS

Maître d'ouvrage :

EHPAD Résidence du Parc - 2, rue Résidence du Parc - 51240 SAINT-GERMAIN-LA-VILLE

AMO :

ICADE PROMOTION - 27, rue Camille-Desmoulins – 92445 ISSY-LES-MOULINEAUX
CEDEX

Marché de conception-réalisation en entretien maintenance (CREM) -

Groupeement composé :

Entreprise Générale MANDATAIRE : FAYAT BATIMENT -

THOURAUD- 136, rue Faucher – CS 2021 BETHENY 51722 REIMS CEDEX

Architectes :

TBZ architectes THENOT BALLAN ZULAICA – 2, impasse des Comptoirs-Français – 51100
REIMS

BET TCA :

EGIS BATIMENTS CENTRE EST 10, avenue P.-Mendes-France – 67300 SCHILTIGHEIM

BET ACOUSTIQUE :

ACOUSTB 24, rue J.-Fourier – 38400 ST-MARTIN-D'HERES

SPS :

BECS - 64 rue Carnot – 51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

Etude géotechnique :

GEOTEC ;

Mission G1 et G2.

Rapports des : 05 décembre 2017 et 16 janvier 2019.

Contrôleur technique :

VERITAS

Missions : L + AV + LE + P1 + SEI + Hand + Sécurité Incendie + ENV ; HYS ; PHa ; THe ; F ;
Brd ; PV, TH et DEM.

Rapport préliminaire du 20/08/2020.

1.9. DATE D'EFFET DU MARCHE

Effet : A la date de notification du marché.

1.10. DATES PREVISIONNELLES :

La durée totale de l'opération est de **36 mois**

DOC :

Démarrage prévisionnel des travaux : 15 décembre 2020,

Réception prévisionnelle : janvier 2024,

- La reconstruction des bâtiments d'hébergement : juin 2022,
- La restructuration de la partie logistique, plateau technique, vie sociale et restauration :
janvier 2024.

1.11. DUREE DES GARANTIES

Pendant la période en cours de construction

Les garanties sont acquises à l'Assuré jusqu'à la date prévisionnelle de réception de l'ouvrage déclarée, sans excéder le :

- La reconstruction des bâtiments d'hébergement : **30 juin 2022**,

- La restructuration de la partie logistique, plateau technique, vie sociale et restauration : **31 janvier 2024.**

Pendant la période de maintenance

Les garanties sont acquises 12 mois à compter de la dernière date de réception définitive de L'ouvrage, soit jusqu'au :

- La reconstruction des bâtiments d'hébergement : **30 juin 2023,**
- La restructuration de la partie logistique, plateau technique, vie sociale et restauration : **30 octobre 2025.**

Dans le cas où la période de construction serait prolongée, la période de maintenance serait décalée d'autant, sans perception de prime complémentaire.

L'Assuré s'engage à avertir l'Assureur de tout dépassement de la durée des travaux sachant qu'un complément de prime pourra être émis.

CHAPITRE 2 - MONTANTS GARANTIS ET FRANCHISES

2.1. **TOUS RISQUES CHANTIER**

Garantie de base :

Pendant toute la durée de la période de construction y compris le vol caractérisé des matériaux et de maintenance, le montant de la garantie est égal au coût total prévisionnel TTC de la construction estimé à **13 754 982,00 €.**

Eventuelle : 20 %.

Maintenance :

Maintenance visite (Incendie-Foudre-Explosion exclus) :12 mois après réception.

Mesure conservatoire-Menace grave et imminente d'effondrement : 500.000 Euros épuisables pour la durée du chantier.

Garanties complémentaires, lorsqu'ils sont consécutifs à un dommage matériel garanti, sont également assurés dans la limite de :

Frais de déblaiement ou de retraitement et frais de nettoyage : 10 % des dommages matériels inclus dans le montant de la garantie de base ci-avant, sans excéder la somme de **500.000 Euros** épuisables pour la durée de la garantie.

Frais de séjour des engins « Stand by » : à concurrence de : **250.000 Euros** épuisables pour la durée du contrat

Frais de transport grande vitesse : 10 % du sinistre avec un maximum de **50.000 Euros** épuisables pour la période d'assurance,

Frais supplémentaires de travail en heures supplémentaires : 10 % du sinistre avec un maximum épuisables de **100.000 Euros** épuisables pour la période d'assurance,

Honoraires des hommes de l'Art : 10 % du montant de chaque sinistre, avec un maximum **50.000 Euros** épuisables pour la période d'assurance,

Honoraires d'expert Assuré : 10 % du montant de chaque sinistre avec un maximum de **50.000 €** épuisables, inclus dans le montant de la garantie dommages à l'ouvrage,

Frais de Siège :

5 % du montant de chaque sinistre < 1.500.000 €,
3 % du montant de chaque sinistre > 1.500.000 €.

Dommages aux Existants : 500 000 €

FRANCHISE :

Pour tout sinistre indemnisable y compris Catastrophes Naturelles (CATNAT), il sera fait application d'une franchise par sinistre ; constitue un seul et même sinistre l'ensemble des pertes matérielles ou dommages matériels consécutifs à un même événement.

Montant : **7.500 Euros par sinistre**

Variante alternative imposée 1 : **15.000 Euros par sinistre.**

INDEMNISATION

L'assiette de prime étant fixée en TTC, les sinistres seront indemnisés en TTC.

ACTES DE TERRORISME ET/OU DE SABOTAGES, ATTENTATS

Les actes de terrorisme, sabotages, attentats selon les conditions du pool GAREAT (Gestion de l'Assurance et de la Réassurance des risques Attentat et actes de Terrorisme) et de la loi du 23 janvier 2006 relative à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles transfrontaliers, que ces actions soient concertées ou non, conformément à l'**Annexe 1 ci-après.**

CATASTROPHES NATURELLES

Le contrat garantit les risques résultant d'une catastrophe naturelle en application des dispositions de la loi 82.600 du 13 juillet 1982 et de ses textes subséquents. **Annexe 2 ci-après.**

2.2.

RESPONSABILITE CIVILE MAITRE D'OUVRAGE

MONTANTS DES GARANTIES :

Responsabilité Civile Exploitation / Pendant Travaux :

Tous dommages confondus

(corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non) **6.000.000 € par sinistre
et par année**

Dont

- Dommages immatériels non consécutifs **300.000 € par année d'assurance**

- Dommages résultant d'atteintes
à l'environnement accidentelles

500.000 € par année d'assurance

- Faute Inexcusable

400.000 € par victime

avec un maximum pour la durée des travaux de

1.500.000 €

Responsabilité Civile Après Réception / Après travaux (pour 12 mois à compter de la réception) :

Tous dommages confondus

(corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non) : **6.000.000 € épuisables**

Dont

- Dommages immatériels non consécutifs : **300.000 € par année d'assurance**

Défense pénale et recours :

Garantie des frais, honoraires ou émoluments d'avocats, d'avoués,
d'huissiers, d'experts et autres auxiliaires de justice

50.000 € par année

d'assurance

Seuil d'intervention : l'Assureur n'intervient en recours que pour des réclamations que l'Assuré peut concrètement chiffrer à plus de : **5.000 €** par événement

FRANCHISES PAR SINISTRE :

Offre de base :

Dommages corporels	NEANT
Faute inexcusable :	NEANT
Dommages matériels et immatériels consécutifs	7.500 € par sinistre
Dommages immatériels non consécutifs	15.000 € par sinistre
Dommages résultant d'atteintes à l'environnement accidentelles (corporels, matériels et immatériels consécutifs...)	15.000 € par sinistre

CHAPITRE 3 - CONDITIONS TARIFAIRES

La cotisation est fixée en fonction des déclarations du Souscripteur à la souscription du présent marché.

L'assiette de prime correspond au montant total de l'opération (travaux et honoraires) et dont le montant prévisionnel global s'élève à **13 754 982,00 € TTC**.

3.1 PROLONGATION DE LA DUREE

En cas de prolongation des travaux au-delà de la date prévisionnelle de fin des travaux, les effets du marché continueront à s'exercer automatiquement avec une surprime calculée au prorata temporis sur la prime TTC.

En tout état de cause, la prolongation ne pourra excéder **4 mois**, soit **au :**

- La reconstruction des bâtiments d'hébergement : **30 octobre 2022**,
- La restructuration de la partie logistique, plateau technique, vie sociale et restauration : **31 mai 2024**.

Au-delà, les conditions de prolongation et de maintien de la garantie devront être étudiées au cas par cas entre l'Assuré et l'Assureur.

3.2 PRIMES PROVISIONNELLES

Tous Risques Chantier :

Taux de prime : ‰ (pour mille) HT et Hors Cat Nat et Hors GAREAT.

Taux de prime : ‰ (pour mille) TTC y compris Cat Nat et Hors GAREAT.

Prime provisionnelle TTC : **EUROS.**

Responsabilité Civile Maître d'ouvrage :

Taux de prime : ‰ (pour mille) HT et Hors Cat Nat et Hors GAREAT.

Taux de prime : ‰ (pour mille) TTC y compris Cat Nat et Hors GAREAT.

Prime provisionnelle TTC : **EUROS.**

PRIME globale TTC : €

3.3 REGULARISATION

La prime ci-dessus sera révisable à la hausse ou à la baisse en fonction du montant définitif du coût de l'opération.

En fin de chantier, l'Assuré s'engage à communiquer, dans les **12 mois** à compter de la date de réception le montant définitif de l'opération, c'est-à-dire le montant total des travaux, y compris les honoraires des bureaux de contrôle, architectes et BET ; la prime définitive sera calculée par application du taux définitif sur ce montant.

CHAPITRE 4 - PLACEMENT

Apérition : Mentionné à l'Acte d'Engagement	%.
Coassurance :	%.

TITRE 2 : GARANTIE TOUS RISQUES CHANTIER

CHAPITRE 1 - DEFINITIONS

1.1. SOUSCRIPTEUR

EHPAD Résidence du Parc.

1.2. ASSURES

- Le Souscripteur,
- **Le Maître d'ouvrage l'EHPAD Résidence du Parc,**
- Les Entreprises et Architectes ainsi que leurs sous-traitants,
- Les Bureaux de Contrôle,
- Les fournisseurs et fabricants, mais exclusivement pour les seules tâches ou prestations diverses réalisent directement sur le site du chantier avant la réception de celui-ci,
- D'une manière générale, tout intervenant participant à l'opération de construction sur le chantier, même non désigné dans la police.

A l'exclusion des fabricants non poseurs.

Les intervenants ci-dessus ont le titre d'Assuré sous réserve que leurs prestations soient comprises dans le montant total de l'opération déclarée à l'Assureur.

1.3 BIENS ASSURES

Les travaux neufs : Ce sont tous les biens, meubles ou immeubles, destinés à faire partie intégrante de l'opération des travaux de construction reconstruction et restructuration d'un EHPAD à St Germain-la-Ville et définie à l'article 1.6 des Conditions Particulières Titre 1 :

- L'ensemble des ouvrages réalisés ou en cours de réalisation sur le site de l'opération de construction, constitutifs de la ou des constructions faisant l'objet des marchés des entreprises exécutant les travaux,
- Les matériaux ou éléments d'équipement présents sur le site et destinés à être incorporés dans l'opération de construction telle que définie ci-après, y compris pendant le déchargement,
- Les ouvrages provisoires compris dans les prix des marchés car nécessaires pour la réalisation des travaux considérés,
- Les prestations, travaux, et fournitures diverses dès lors qu'ils sont comptabilisés dans le coût total de l'opération des travaux de construction d'un EHPAD à St Germain-la-Ville qui constitue l'assiette de cotisations.

Les Existants : Biens immobiliers appartenant au Maître d'ouvrage et/ou à l'exploitant sur, sous, dans ou à proximité desquels sont exécutés les travaux assurés.

1.4 PERIODE D'ASSURANCE

1.4.1 - Période de construction :

Période comprise entre le début des travaux et la date de réception des ouvrages si celles-ci sont échelonnées et en tout état de cause à la plus tardive de ces dates, sans excéder la date prévisionnelle de réception mentionnée au paragraphe 1.9 du Titre 1 du présent document.

Toutefois, si la période de construction s'étendait au-delà de cette date prévisionnelle de réception et/ou de livraison déclarée à la souscription, la garantie demeurerait acquise automatiquement pendant une période maximum de 4 mois, l'Assureur recevrait une prime complémentaire calculée prorata temporis.

Au-delà de 4 mois, les prolongations devront faire l'objet de l'accord préalable de l'Assureur et, le cas échéant, les conditions de garantie seront à négocier entre l'Assureur et l'Assuré.

1.4.2. Période de maintenance :

Pour chaque phase, la période commence à la date de réception de la phase et se terminant 12 mois après cette date.

Toutefois, si la période de construction était plus longue que prévue et si les Assureurs ont perçu une prime complémentaire, la période de maintenance partirait de la date réelle de réception.

CHAPITRE 2 - ETENDUE DES GARANTIES ET FRANCHISE

2.1 GARANTIE PRINCIPALE

TRC – GARANTIE DE BASE PENDANT LA PERIODE DE TRAVAUX ET JUSQU'A LA RECEPTION

Sont garantis **toute perte physique ou tout dommage matériel y compris l'effondrement**, quelle qu'en soit la cause subie par l'ouvrage et pouvant survenir au cours de la réalisation des marchés passés (ou lettres de commande) par le Souscripteur pour l'opération de construction telle que définie à l'article 1.6 du titre 1 du présent Contrat.

Principe de précaution : En cas de dommage matériel garanti, le « *Principe de Précaution* » prévaudra dans le calcul de l'indemnité, notamment pour les fluides médicaux.

Dommages matériels aux existants : En cas de réceptions échelonnées, sont garantis les frais de réparations consécutifs à tout dommage matériel accidentel atteignant les ouvrages ou parties d'ouvrages réceptionnés et qui seraient directement la conséquence de l'exécution des travaux non encore réceptionnés (sauf en Incendie, Foudre, Explosion, multirisques et Dégâts des eaux).

Etant entendu que les dommages matériels dont l'origine se situe dans la réalisation de travaux mitoyens seront également assurés. Dans ce cas, l'Assureur du présent contrat conserve, après indemnisation, tout recours contre des personnes non assurées par la présente police.

EVENTUELLE

En cas de travaux supplémentaires et/ou d'augmentation de la valeur des travaux, l'Assureur garantit automatiquement la valeur réelle des travaux dans la limite d'une augmentation de **20 %** par rapport au montant prévisionnel des marchés, pour autant que cette augmentation ne résulte pas d'une modification de la nature du projet, dans la mesure où ces travaux figurent dans la déclaration du décompte définitif.

MAINTENANCE VISITE SUR OUVRAGE DE BÂTIMENT

La garantie de base sera suivie d'une période de maintenance pendant une durée de 12 mois à dater du jour de la réception des travaux. Mais elle sera limitée, pendant cette période, au coût de la réparation des dommages matériels accidentels subis par tout ou partie de l'ouvrage (et autre qu'incendie – foudre – explosion) et provenant exclusivement d'accident résultant de négligence, maladresse, fausse manœuvre dans l'accomplissement des seules opérations suivantes :

- Visite de contrôle ou d'entretien, réparations, levée des réserves qui incombent aux Assurés aux termes de leur marché ou lettres de commande.

Pendant cette période, le Maître d'ouvrage n'a pas la qualité d'Assuré.

MESURES CONSERVATOIRES ET MENACE GRAVE ET IMMINENTE D'EFFONDREMENT

Sont garantis les frais engagés pour éviter la survenance et/ou limiter l'aggravation des dommages « imminents » garantis, notamment en cas d'effondrement, pour autant que :

- Le péril ne résulte pas d'une carence des Assurés à se conformer à leurs obligations,
- L'urgence de la réparation ne donne pas la possibilité aux Assurés d'obtenir l'accord de l'Assureur dans un délai permettant d'éviter l'aggravation et/ou la survenance d'un dommage matériel garanti,
- Les dépenses engagées par les Assurés permettent d'éviter la survenance d'un dommage garanti et que leur montant ne soit pas supérieur au montant des dommages qui seraient survenus s'ils ne les avaient pas engagées.

2.2. GARANTIES COMPLEMENTAIRES

Pour les dommages matériels en cours de travaux (y compris la garantie dommages aux existants), les frais suivants qui seraient la conséquence directe d'un sinistre garanti au présent titre 2 seront remboursés par l'Assureur à concurrence des dépenses réelles TTC et dans la limite des montants fixés au Titre 1.

2.2.1. FRAIS DE DEBLAIEMENT

Sont couverts les frais de : déblaiement, démolition, démontage et remontage, retraitement, nettoyage et décontamination, recherche de fuites, y compris les frais de dévasage, de séchage nécessaires à la réparation des biens assurés, lorsqu'ils sont consécutifs à un dommage matériel garanti, dans la limite des montants prévus.

Au titre de cette extension sont également couverts les frais engagés pour accéder aux biens sinistrés afin de les réparer ou de les remplacer.

2.2.2. FRAIS DE SEJOUR DES ENGINS (STAND BY)

Sont garantis les frais supplémentaires de location des matériels et engins de chantiers immobilisés du fait d'un sinistre matériel indemnisé et qui ne concernent pas les entreprises impliquées dans la réparation du sinistre.

2.2.3. FRAIS DE TRANSPORT ACCELERE

Sont couverts les frais supplémentaires de transport résultant de l'utilisation de moyens « express » et « aérien » de chargement, déchargement et manutention des matériaux, marchandises et matériels divers nécessaires à la réparation des dommages.

2.2.4. FRAIS SUPPLEMENTAIRES DE TRAVAIL EN HEURES SUPPLEMENTAIRES

Sont garantis dès lors qu'ils sont liés à un sinistre garanti :

- Les frais supplémentaires consécutifs aux transports accélérés par tout moyen, y compris par voies aériennes,
- Les frais supplémentaires de main d'œuvre pour les travaux exécutés en dehors des horaires normaux (heures supplémentaires, de nuit, jours fériés, dimanches,...).

2.2.5. HONORAIRES DES HOMMES DE L'ART

Sont garantis, dès lors qu'ils sont liés à un sinistre garanti, les honoraires et frais des hommes de l'art et techniciens chargés des études et/ou missions indispensables à la réparation ou à la reconstruction des biens assurés endommagés.

2.2.6. HONORAIRES D'EXPERT

Sont garantis les frais et honoraires d'Experts, que l'Assuré aura lui-même choisi et nommé tant pour l'assister dans la limite du montant réellement payé et de celui fixé à l'article 2.1 du présent contrat.

2.2.7. FRAIS DE SIEGE

Sont garantis les frais de siège des entreprises occasionnés par les travaux de réparation du sinistre garanti « Peines & Soins ».

2.2.8. GREVES, EMEUTES, MOUVEMENTS POPULAIRES

Nonobstant la clause d'exclusion des faits de guerre stipulée à l'article 3.1 ci-après, sont garantis les pertes matérielles ou dommages matériels causés à l'occasion de grèves, personnel en lock-out, émeutes, mouvements populaires.

2.2.9. ACTES DE TERRORISME ET/OU DE SABOTAGES, ATTENTATS

Les actes de terrorisme, sabotages, attentats selon les conditions du pool GAREAT et la loi du 23 janvier 2006 précitée, que ces actions soient concertées ou non, conformément à **l'Annexe 1 ci-après**.

2.2.10. CATASTROPHES NATURELLES

Le contrat garantit les risques résultant d'une catastrophe naturelle en application des dispositions de la loi 82.600 du 13 juillet 1982 et de ses textes subséquents, conformément à **l'Annexe 2 ci-après**.

2.3. FRANCHISE

Pour chaque sinistre garanti, l'Assuré supportera la franchise définie au paragraphe 2.1 du chapitre 2 du Titre 1.

Elle sera toujours déduite de l'indemnité à la charge de l'Assureur. Le Souscripteur pourra librement en poursuivre le recouvrement auprès d'un éventuel responsable.

CHAPITRE 3 - EXCLUSIONS

A) EXCLUSIONS COMMUNES A L'ENSEMBLE DES GARANTIES

SONT FORMELLEMENT EXCLUS :

3.1. LES DOMMAGES CAUSES PAR LA GUERRE ETRANGERE

IL APPARTIENT A L'ASSURE DE PROUVER QUE LES DOMMAGES NE PROVIENNENT NI DIRECTEMENT NI INDIRECTEMENT DE LA GUERRE ETRANGERE.

Mais restent garantis pendant la durée des travaux et jusqu'à la réception définitive de l'opération assurée les sinistres survenant du fait de la présence sur le chantier d'engins de guerre et dont l'existence était ignorée du Souscripteur à la notification du marché et pour autant qu'il n'existe aucun état de guerre affectant le pays dans lequel les travaux assurés sont exécutés.

3.2. LES DOMMAGES OCCASIONNES PAR LA GUERRE CIVILE, LA REBELLION OU L'INSURRECTION

IL APPARTIENT AUX ASSUREURS DE PROUVER QUE LE SINISTRE EN RESULTE.

3.3 LES PERTES OU DOMMAGES OCCASIONNES PAR :

A. DES ARMES OU ENGINS DESTINES A EXPLOSER PAR MODIFICATION DE STRUCTURE DU NOYAU DE L'ATOME ;

- B. TOUT COMBUSTIBLE NUCLEAIRE, PRODUIT OU DECHET RADIOACTIF OU TOUTE AUTRE SOURCE DE RAYONNEMENTS IONISANTS SI LES DOMMAGES OU L'AGGRAVATION DES DOMMAGES :**
- FRAPPENT DIRECTEMENT UNE INSTALLATION NUCLEAIRE ;
 - OU ENGAGENT LA RESPONSABILITE EXCLUSIVE D'UN EXPLOITANT D'INSTALLATIONS NUCLEAIRE ;
 - OU TROUVENT LEUR ORIGINE DANS LA FOURNITURE DES BIENS OU SERVICES CONCERNANT UNE INSTALLATION NUCLEAIRE A L'ETRANGER ;
- C. TOUTE SOURCE DE RAYONNEMENT IONISANTS (EN PARTICULIER TOUT RADIO ISOTOPE) UTILISEE OU DESTINEE A ETRE UTILISEE HORS D'UNE INSTALLATION NUCLEAIRE ET DONT L'ASSURE, OU TOUTE PERSONNE DONT IL REPOND, A LA PROPRIETE, LA GARDE OU L'USAGE, OU DONT IL PEUT ETRE TENU POUR RESPONSABLE DU FAIT DE SA CONCEPTION, DE SA FABRICATION OU DE SON CONDITIONNEMENT ;**

Par dérogation partielle à ce qui précède, ne sont pas exclus les dommages causés par les sources de rayonnements ionisants utilisées ou destinées à être utilisées en France à des fins médicales ou industrielles, hors d'une installation nucléaire, et pour lesquelles le détenteur ou l'utilisateur :

- Bénéficie d'une exemption de toute déclaration ou d'autorisation ;
- Ou relève d'un régime de simple déclaration.

- 3.4 LES DOMMAGES RESULTANT D'UNE FAUTE INTENTIONNELLE DES ASSURES.**
ON ENTEND PAR ASSURES - POUR L'APPLICATION DE CETTE EXCLUSION - LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DES SOCIETES ASSUREES, LES MEMBRES DU COMITE DE DIRECTION OU LES GERANTS DES SOCIETES ASSUREES (voir articles 1.4 et 1.6 ci-avant).
La garantie demeure acquise aux autres Assurés étant précisé que l'Assureur conserve son droit de recours contre le responsable.
Les dommages résultant d'une faute des préposés, quelles que soient la nature et la gravité restent donc couverts.
- 3.5. LES CONSEQUENCES DE TOUT FAIT OU EVENEMENT (OU DOMMAGES) SUSCEPTIBLE DE METTRE EN JEU LES GARANTIES DU PRESENT CONTRAT LORSQUE CES FAITS OU EVENEMENTS ETAIENT CONNUS DE L'ASSURE AVANT LA DATE D'EFFET DU CONTRAT.**
- 3.6. TOUS LES FRAIS EXPOSES QUELS QU'ILS SOIENT QUI SERAIENT ENGAGES POUR RECHERCHER OU SUPPRIMER DES DEFAUTS OU POUR RECTIFIER DES VICES DE PLAN OU DE CONCEPTION OU POUR METTRE LES BIENS FAISANT L'OBJET DES GARANTIES DU PRESENT CONTRAT EN CONFORMITE AVEC LES SPECIFICATIONS TECHNIQUES DU MARCHE ET DU CAHIER DES CHARGES OU POUR APPORTER A CES BIENS UNE MODIFICATION OU UN PERFECTIONNEMENT QUELCONQUE,** étant entendu que sont couverts, dans les conditions prévues à l'article 2, les dommages matériels qui seraient directement consécutifs à ces défauts, vices de plan ou de conception, non conformités.
- 3.7 LES PERTES OU DOMMAGES CAUSES PAR L'INOBSERVATION DELIBEREE OU INEXCUSABLE DES REGLES DE L'ART DEFINIES PAR LES DOCUMENTS TECHNIQUES ELABORES PAR LES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES, MAIS EXCLUSIVEMENT LORSQUE CETTE INOBSERVATION EST LE FAIT INTENTIONNEL OU DOLOSIF DE LA DIRECTION DE L'INTERVENANT ASSURE OU DE TOUTE PERSONNE QU'IL SE SERAIT SUBSTITUE VOLONTAIREMENT SUR LE LIEU DU CHANTIER DANS SON POUVOIR DE DIRECTION ET DE CONTROLE.**
- 3.8 LES PERTES OU DOMMAGES SUBIS PAR LES OUVRAGES AYANT MOTIVE DES RESERVES DU MAITRE D'ŒUVRE OU DU MAITRE D'OUVRAGE OU D'UN BUREAU DE CONTROLE, LORSQUE LE SINISTRE TROUVE SON ORIGINE DANS LA CAUSE MEME DE CES RESERVES ET CE, TANT QUE CELLES-CI N'AURONT PAS ETE LEVEES.**

Toutefois, cette exclusion ne s'appliquera que si les entreprises concernées n'ont pas apporté toute la diligence possible, à dire d'expert, pour réaliser les actions permettant la levée des réserves.

- 3.9 LES DOMMAGES DUS AU NON-RESPECT DES RECOMMANDATIONS FORMULEES PAR LE BUREAU D'ETUDE DE SOL.**
- 3.10 LES DOMMAGES RESULTANT D'ECONOMIES IMPOSEES AUX CONSTRUCTEURS PAR LE SOUSCRIPTEUR DANS LE CHOIX DES MATERIAUX ET/OU PROCEDES DE CONSTRUCTION DANS LE BUT DE REALISER DES ECONOMIES FRAUDULEUSES ET ABUSIVES.**
- 3.11 LES DOMMAGES IMMATERIELS DE TOUTE NATURE, TELS QUE CHOMAGE, PRIVATION DE JOUISSANCE, DEPRECIATION, PERTES DE LOYERS, PERTES D'EXPLOITATION, ENGAGEMENTS FINANCIERS AINSI QUE LES AMENDES OU PENALITES DE QUELQUE NATURE QU'ILS SOIENT POUR UN RETARD DE LIVRAISON, INOBSERVATION DES DELAIS OU TOUTE AUTRE CAUSE.**
- 3.12 LES FRAIS SUPPLEMENTAIRES NECESSAIRES, EN L'ABSENCE DE DOMMAGE MATERIEL, POUR REMEDIER AUX ERREURS OU OMISSIONS COMMISES PAR UN OU PLUSIEURS CONSTRUCTEURS.**
- 3.13 LES PERTES OU DOMMAGES SUBIS PAR :**
- LES MATERIELS, OUTILLAGES, EQUIPEMENTS ET ENGINS DE CHANTIER, DE MANUTENTION OU DE LEVAGE,
 - LES PROTECTIONS ET MATERIELS DE CHANTIER, AINSI QUE LES INSTALLATIONS PROVISOIRES DE CHANTIER (BARAQUEMENT ET BUREAUX INSTALLES POUR LA REALISATION DU CHANTIER).
- 3.14 LES DOMMAGES SURVENUS AUX PLANTATIONS, VEGETAUX.**
- 3.15 LES PERTES OU MANQUANTS CONSTATES A L'OCCASION D'UN INVENTAIRE OU APRES INVENTAIRE.**
- 3.16 LES AMENDES CONTRACTUELLES, LES ENGAGEMENTS FINANCIERS, PENALITES DE TOUTES SORTES, Y COMPRIS CELLES INFLIGEEES POUR RETARD DANS L'EXECUTION DES MARCHES, DEFAUT D'ESTHETIQUE, LES OBLIGATIONS DE RESULTATS OU MANQUE DE CAPACITE DE RENDEMENT, AINSI QUE LES GARANTIES DE BON FONCTIONNEMENT, MEME S'IL EXISTE UN LIEN DE CAUSALITE ENTRE CES FAITS ET UN DOMMAGE COUVERT PAR LE PRESENT TITRE.**
- 3.17 LES VOLS COMMIS :**
- PAR L'AMO DE L'ASSURE, OU AVEC LEUR COMPLICITÉ,
 - A L'OCCASION D'UN INCENDIE, D'UNE TEMPETE, D'UN OURAGAN, D'UN CYCLONE, D'UN TREMBLEMENT DE TERRE, D'UNE ERUPTION VOLCANIQUE, D'UN EFFONDREMENT, AFFAISSEMENT OU GLISSEMENT DU SOL OU DE TOUTE AUTRE CATACLYSME,
 - A L'OCCASION D'EMEUTES OU MOUVEMENTS POPULAIRES,
 - PENDANT LA PERIODE DE MAINTENANCE.
- 3.18 EXCLUSION DES INFORMATIONS SUR SUPPORTS INFORMATIQUES.**
LES DOMMAGES DE TOUTE NATURE AUX INFORMATIONS SUR TOUS SUPPORTS INFORMATIQUES (Y COMPRIS EN COURS DE TRANSMISSION ET DE TRAITEMENT), LES DOMMAGES RESULTANT DE L'IMPOSSIBILITE TOTALE OU PARTIELLE, POUR L'ASSURE, D'UTILISER OU D'ACCEDER AUX INFORMATIONS QU'IL DETIENT OU A CELLES DE SES PRESTATAIRES OU FOURNISSEURS, AINSI QUE LES FRAIS ET PERTES (Y COMPRIS LES PERTES D'EXPLOITATION) QUI EN RESULTENT.

Restent toutefois couverts, dans la mesure où leur garantie est prévue au contrat, les frais de duplication des informations sur supports informatiques et le coût de reconstitution des informations sur supports non informatiques, consécutifs à un dommage matériel garanti au contrat.

On entend par supports informatiques d'informations, les dispositifs capables de stocker les informations tels que disques, disquettes, bandes, cartouches, cassettes magnétiques, CD Rom,

mémoires, clés USB.

- 3.19 TOUTES PERTES OU DOMMAGES CONSECUTIFS A UNE DEFAILLANCE DES MOYENS DE POMPAGE ASSURANT LE RABATTEMENT DE NAPPE OU L'EPUISEMENT DES EAUX S'ILS POUVAIENT ETRE EVITES GRACE A DES MATERIELS DE RESERVE SUFFISANTS. PAR MATERIELS DE RESERVE SUFFISANTS, IL FAUT ENTENDRE UN SECOURS CORRESPONDANT A 100 % DES MOYENS DE POMPAGE PREVUS INITIALEMENT.**

IL EST EGALEMENT CONVENU QUE NE SONT PAS GARANTIES TOUTES LES DEPENSES ENGAGEES POUR DES TRAVAUX D'ETANCHEITE, D'INJECTIONS, DE CONFORTEMENT DE TERRAIN, DE RABATTEMENT DE NAPPE OU D'EPUISEMENT DE L'EAU.

B) EXCLUSIONS SPECIFIQUES

3.20. SONT EXCLUS :

- **LES PERTES OU DOMMAGES MATERIELS SUBIS PAR LES EXISTANTS QUI RESULTERAIENT DE LEUR VICE PROPRE,**
- **LES DOMMAGES RESULTANT DE L'INCENDIE, DE LA FOUDRE, D'UNE EXPLOSION SUR LES EXISTANTS, PARTIES OCCUPEES OU RECEPTIONNEES.**

3.21 EXCLUSIONS SPECIFIQUES A LA GARANTIE MAINTENANCE VISITE :

- **SONT EXCLUS LES PERTES OU DOMMAGES ATTEIGNANT LES BIENS ASSURES ET RESULTANT D'INCENDIE, DE LA FOUDRE, D'UNE EXPLOSION ET D'AUTRES EVENEMENTS NATURELS,**
- **SONT EXCLUS LES DOMMAGES DE LA NATURE DE CEUX DONT SONT RESPONSABLES LES CONSTRUCTEURS AU TITRE DES ARTICLES 1792 ET SUIVANTS DU CODE CIVIL.**

3.22 SONT EXCLUS LES FRAIS :

- 1. DE REMPLACEMENT OU DE REPARATION DES PIEUX OU DES ELEMENTS DE PAROIS :**
 - A. QUI SE SONT DEPLACES, DESALIGNES OU COINCES PENDANT LEUR MISE EN PLACE,**
 - B. QUI SONT DEVENUS INUTILISABLES DU FAIT QUE L'APPAREIL DE FORAGE OU LA COLONNE D'EXPLOITATION SONT RESTES COINCES OU ONT SUBI DES DOMMAGES,**
- 2. DE REPARATION DES PALPLANCHES DISJOINTES OU MAL JOINTES,**
- 3. D'ELIMINATION DES FUITES OU DES INFILTRATIONS DE MATERIAU DE TOUTE SORTE,**
- 4. DE REMPLISSAGE DES ESPACES VIDES ET DE REPARATIONS DES FUITES DE BENTONITE,**
- 5. ENGAGES DU FAIT QUE LES PIEUX OU LES ELEMENTS DE FONDATION N'ONT PAS RESISTE A L'ESSAI DE PORTANTE OU N'ONT PAS ATTEINT LA FORCE PORTANTE NECESSAIRE,**
- 6. DE RETABLISSEMENT DES PROFILS OU DES DIMENSIONS.**

La présente clause ne s'applique pas aux pertes et dommages causés par les risques naturels. La preuve que ces pertes ou dommages sont couverts incombe à l'Assuré.

TITRE 3 : GARANTIE RESPONSABILITE CIVILE MAITRE D'OUVRAGE

CHAPITRE 1 : DEFINITIONS

1.1. SOUSCRIPTEUR

EHPAD Résidence du Parc _ SAINT-GERMAIN-LA-VILLE (51)
Agissant tant pour son compte que pour celui de l'ensemble des assurés.

1.3. ASSURES

L'EHPAD Résidence du Parc – SAINT-GERMAIN-LA-VILLE (51).
A L'EXCLUSION DES INTERVENANTS DANS LA CONSTRUCTION (ARCHITECTES, BUREAUX D'ETUDES, MAITRISE D'ŒUVRE, ENTREPRISES...)

1.3. TIERS

Toute personne autre que l'Assuré défini ci-dessus et les intervenants à l'acte de construire, sachant que ces derniers n'ont pas la qualité d'Assuré au titre du présent marché et que l'Assureur du Maître d'Ouvrage conserve ses droits à recours à leur encontre.

1.4. DOMMAGES

Corporels : toute atteinte physique et morale subie par un être humain et ses conséquences pécuniaires.

Matériels : toute détérioration, altération, disparition ou destruction d'un bien ou d'une substance ainsi que le fait de les rendre impropres à leur destination; toute atteinte à des animaux.

Immatériels : tous préjudices tels que perte d'usage, interruption d'un service, cessation d'activité, perte d'un bénéfice, perte de clientèle.

Immatériels consécutifs et non consécutifs :

Ils sont qualifiés :

- Soit de « consécutifs », s'ils sont directement entraînés par des dommages matériels garantis,
- Soit de « non consécutifs », s'ils ne résultent pas de dommages corporels garantis ou de dommages matériels garantis ou encore s'ils surviennent en dehors de tout dommage corporel ou matériel.

1.5. SINISTRE

Constitue un sinistre tout dommage ou ensemble de dommages causés à des tiers, engageant la responsabilité de l'Assuré, résultant d'un fait dommageable et ayant donné lieu à une ou plusieurs réclamations.

Fait dommageable :

Le fait dommageable trouvant son origine dans l'enceinte du chantier est celui qui constitue la cause génératrice du dommage. Un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique est assimilé à un fait dommageable unique.

Réclamation :

La mise en cause amiable ou judiciaire de la responsabilité civile de l'Assuré par le tiers lésé.

Est assimilé à une réclamation la déclaration faite par l'Assuré à l'Assureur, avant la résiliation ou l'expiration de la garantie, d'un dommage causé à des tiers identifiés, susceptible d'être pris en charge par le présent contrat.

1.6. FRANCHISE

Toute somme que l'Assuré responsable supporte sur chaque sinistre et au-delà de laquelle s'exerce la garantie de l'Assureur.

1.7. AVOISINANTS

Les ouvrages ou parties d'ouvrage contiguës, mitoyens ou voisins de l'opération de construction, existants avant l'ouverture du chantier et qui n'appartiennent pas au Maître de l'Ouvrage et dont il n'a pas la garde juridique.

1.8. OUVRAGE

Résultat des travaux, tant de l'Assuré que de ceux des autres intervenants effectués dans le cadre d'un même chantier.

1.9. EQUIPEMENT DE CHANTIER

Tout bien meuble sur le chantier, autre que les engins automoteurs, dont l'un des assurés a la propriété, l'usage ou la garde et qui n'est pas destiné à être incorporé dans l'ouvrage définitif.

1.10. ATTEINTE A L'ENVIRONNEMENT

L'émission, la dispersion, le rejet ou le dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse diffusée par l'atmosphère, le sol ou les eaux, la production d'odeurs, bruits, vibrations, variations de températures ou des radiations, rayonnements excédant la mesure des obligations ordinaires du voisinage.

1.11. ATTEINTE A L'ENVIRONNEMENT ACCIDENTELLE

L'atteinte à l'environnement est dite accidentelle lorsqu'elle résulte d'un événement soudain et imprévu et ne se réalise pas de façon lente et progressive. La garantie de l'atteinte à l'environnement accidentelle est accordée pour les seuls dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs à un dommage corporel ou matériel garanti (les redevances mises à la charge de l'Assuré ne sont pas couvertes).

1.12. RECEPTION

L'événement par lequel le Maître d'ouvrage accepte avec ou sans réserve les prestations, travaux ou ouvrages exécutés dans les conditions fixées à l'article 1792-6 du Code Civil ou à défaut, le fait qui en tient lieu tel que la prise de possession.

1.13. EXPLOITATION

Utilisation par l'Assuré de ses moyens d'exploitation dans le cadre des activités garanties, notamment en sa qualité d'employeur de main-d'œuvre (préposés, candidats à l'embauche, stagiaires, personnel intérimaire...), de propriétaire, locataire, dépositaire ou gardien de biens meubles ou immeubles, de propriétaires d'animaux.

1.14. ANNEE D'ASSURANCE

La période comprise entre la date de prise d'effet de la garantie et la prochaine échéance annuelle.

CHAPITRE 2 : ETENDUE DE LA GARANTIE

2.1. ACTIVITE DE L'ASSURE : Maîtrise d'Ouvrage

Travaux de reconstruction et de restructuration d'un EHPAD à St Germain-la-Ville.

2.2 OBJET DE LA GARANTIE

L'Assureur garantit dans le cadre des activités professionnelles déclarées ci-dessus, et sous réserve des exclusions prévues par ailleurs :

- Les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pendant travaux et 12 mois Après Réception de Travaux, que l'Assuré peut encourir en cas de dommages corporels, matériels, immatériels consécutifs ou non, causés aux tiers,
- Les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile Atteintes à l'Environnement accidentelle pendant travaux,
- La défense pénale de l'Assuré et de ses préposés en cas de poursuites devant les juridictions répressives à la suite d'un dommage couvert au titre de la Responsabilité Civile ainsi que l'exercice des recours de l'Assuré.

Sous réserve des seules exclusions prévues au présent marché, l'Assureur garantit l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile quel qu'en soit le fondement juridique et pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers, imputables à l'exécution de l'ouvrage et trouvant leur origine sur le lieu du chantier.

La garantie s'appliquera à la défense de l'Assuré devant les tribunaux administratifs, civils ou répressifs lorsqu'ils seront mis en cause du fait d'un sinistre garanti par le présent titre. Cette garantie comprend les frais et honoraires d'enquête, d'instruction, d'expertise et de procès jusqu'en dernier ressort.

2.3. FAUTE INEXCUSABLE

L'Assureur s'engage :

- À assumer la défense de l'Employeur assuré dans les actions amiables ou judiciaires fondées sur les articles L 452-1 à 4 du Code de la sécurité sociale et dirigée contre lui en vue d'établir sa propre faute inexcusable et/ou celle de la personne qu'il s'est substituée dans la direction du Maître d'ouvrage.
- À assumer la défense de l'assuré et celle de ses préposés devant les juridictions répressives en cas de poursuites pour homicide ou blessures involontaires à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle atteignant un préposé de l'assuré.

2.4. RENONCIATION A RECOURS ET ASSURANCE POUR LE COMPTE DE TIERS

Il est convenu entre les parties que la garantie du contrat s'étend notamment à la Responsabilité Civile encourue par l'Assuré en cas de vols, détournements, escroqueries commis par les préposés en service, ou avec leur complicité ou du fait de leur négligence.

CHAPITRE 3 : FONCTIONNEMENT DE LA GARANTIE

Lorsque les textes légaux ou réglementaires prévoient des dispositions en matière de fonctionnement de la garantie dans les temps différents des modalités énoncées ci-dessous, lesdites dispositions s'appliquent d'office.

3.1. DECLENCHEMENT DE LA GARANTIE

(Article L.124-5 alinéa 4, du Code des assurances)

La garantie déclenchée par la réclamation couvre l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'assuré ou à son assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent à sa date de résiliation ou d'expiration mentionné par le contrat, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres. Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été resouscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable. L'assureur ne couvre pas l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres s'il établit que l'assuré avait connaissance du fait dommageable à la date de la souscription de la garantie.

Les garanties du présent titre commenceront au plus tôt à la date de la notification du marché à l'Assureur et cesseront tous leurs effets le jour de la fin de chantier de l'opération assurée et au plus tard **36 mois**, jour pour jour, calculés à dater du démarrage du chantier (sauf prolongation ultérieure de la durée des travaux initialement fixée).

Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'Assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'Assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été re-souscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable.

L'Assureur ne couvre pas l'Assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres s'il établit que l'Assuré avait connaissance du fait dommageable à la date de souscription de la garantie.

3.2. IMPUTATION DU SINISTRE

Le sinistre est imputé à l'année d'assurance au cours de laquelle la première réclamation est adressée à l'Assuré ou à l'Assureur.

3.3. APPLICATION DES MONTANTS GARANTIS ET DE FRANCHISE PENDANT LE DELAI SUBSEQUENT

En cas de résiliation du contrat, les montants de garantie accordés pour l'indemnisation des sinistres relevant du délai subséquent sont identiques à ceux prévus au présent contrat pendant l'année d'assurance précédant la date de résiliation.

Ces montants sont applicables pour la durée totale de la période subséquente dans les limites ci-après :

- à concurrence du plafond annuel pour ceux exprimés par année d'assurance. L'année d'assurance s'entend alors pour l'ensemble des sinistres relevant du délai subséquent,
- à concurrence du plafond par sinistre pour ceux exprimés par sinistre.

Ces montants s'épuisent par tout règlement en principal, intérêts et frais, sans que les montants exprimés par année d'assurance puissent se reconstituer.

Il est fait application, pour tout sinistre relevant du délai subséquent, des franchises par sinistre prévues au présent contrat pendant l'année d'assurance précédant la date de résiliation.

3.4. CONDITION D'APPLICATION DU DELAI SUBSEQUENT pour les entités perdant la qualité d'Assuré :

Le bénéfice du délai subséquent, tel que défini ci-dessus, est accordé à toute entité (filiale ou autre) qui perd la qualité d'Assuré en cours de période de validité du contrat, et ce, à compter du jour de cette perte.

Les montants de garantie applicables au titre de ce délai subséquent s'imputent sur les montants en vigueur lors de l'année d'assurance au cours de laquelle la première réclamation est adressée à l'Assuré ou à l'Assureur.

Toutefois, en cas de résiliation du contrat avant le terme du délai subséquent précité :

- la durée de ce délai n'est pas modifiée et reste fixée à 5 ans à compter du jour où l'entité perd la qualité d'Assuré,
- les montants de garantie disponible accordés à cette entité s'imputent sur les montants de garantie fixés au paragraphe 3.3. ci-dessus au titre du délai subséquent de cinq ans du contrat.

Les franchises applicables sont celles de l'année d'assurance dont les montants de garantie sont retenus pour le règlement des sinistres.

3.5. IL EST ENTENDU QUE LA PERIODE DE 12 MOIS A COMPTER DE LA RECEPTION DE LA DERNIERE PHASE DE TRAVAUX CONSTITUE UNE SEULE ET MEME ANNEE D'ASSURANCE.

CHAPITRE 4 : EXCLUSIONS

4.1. DES DOMMAGES OU DE L'AGGRAVATION DES DOMMAGES CAUSES PAR :

- DES ARMES OU ENGINS DESTINES A EXPLOSER PAR MODIFICATION DE STRUCTURE DU NOYAU DE L'ATOME ;
- TOUT COMBUSTIBLE NUCLEAIRE, PRODUIT OU DECHET RADIOACTIF, OU PAR TOUTE AUTRE SOURCE DE RAYONNEMENTS IONISANTS OU L'AGGRAVATION DES DOMMAGES :
 - . FRAPPANT DIRECTEMENT UNE INSTALLATION NUCLEAIRE ;
 - . OU ENGAGEANT LA RESPONSABILITE EXCLUSIVE D'UN EXPLOITANT ;
 - . D'INSTALLATION NUCLEAIRE ;
 - . OU TROUVANT LEUR ORIGINE DANS LA FOURNITURE DES BIENS OU SERVICES CONCERNANT UNE INSTALLATION NUCLEAIRE A L'ETRANGER ;
- TOUTE SOURCE DE RAYONNEMENTS IONISANTS (EN PARTICULIER TOUT RADIO-ISOTOPE), UTILISEE OU DESTINEE A ETRE UTILISEE HORS D'UNE INSTALLATION NUCLEAIRE ET DONT L'ASSURE, OU TOUTE PERSONNE DONT IL REpond, A LA PROPRIETE, LA GARDE OU L'USAGE, OU DONT IL PEUT ÊTRE TENU POUR RESPONSABLE DU FAIT DE SA CONCEPTION, DE SA FABRICATION OU DE SON CONDITIONNEMENT ;

Par dérogation partielle à ce qui précède, ne sont pas exclus les dommages causés par les sources de rayonnements ionisants utilisées ou destinées à être utilisées en France à des fins médicales ou industrielles, hors d'une installation nucléaire, et pour lesquelles le détenteur ou l'utilisateur :

- Bénéficie d'une exemption de toute déclaration ou d'autorisation ;
- Ou relève d'un régime de simple déclaration.

**4.2. DES DOMMAGES OCCASIONNES PAR :
LA GUERRE CIVILE OU ETRANGERE,**

- LES ATTENTATS, ACTES DE TERRORISME OU DE SABOTAGE,
- LES EMEUTES, GREVES, DES MOUVEMENTS POPULAIRES,
- LES TREMBLEMENTS DE TERRE, ERUPTIONS VOLCANIQUES, RAZ-DE-MAREE OU AUTRES CATACLYSMES.

- 4.3. DES DOMMAGES CAUSES PAR DES AERONEFS (hélicoptères compris), DES ENGINS DE NAVIGATION MARITIME OU FLUVIALE NECESSITANT UN PERMIS POUR LES PILOTER APPARTENANT A L'ASSURE OU UTILISES PAR LUI.
- 4.4. DES DOMMAGES MATERIELS CAUSES AUX TIERS, PROVENANT DE LA COMMUNICATION D'UN INCENDIE OU D'UNE EXPLOSION PAR UN BATIMENT ET/OU SON CONTENU AFFECTES A TITRE PERMANENT AUX ACTIVITES DE L'ASSURE.
- 4.5. LES RESPONSABILITES LOCATIVES OU D'OCCUPANT ENCOURUES PAR L'ASSURE, VIS-A-VIS DES PROPRIETAIRES DES BATIMENTS OCCUPES PAR LUI DE FAÇON PERMANENTE AINSI QUE LE RECOURS DES LOCATAIRES AU TITRE DES DOMMAGES MATERIELS LORSQUE L'ASSURE EST PROPRIETAIRE.
- 4.6. LES DOMMAGES CAUSES PAR LA FAUTE INTENTIONNELLE OU DOLOSIVE DE L'ASSURE.
- 4.7. DES DOMMAGES CAUSES PAR LES VEHICULES DONT L'ASSURE EST PROPRIETAIRE, LOCATAIRE, GARDIEN OU USAGER, POUR LES RISQUES QUI, D'APRES LES DISPOSITIONS LEGALES, DOIVENT ETRE OBLIGATOIREMENT ASSURES.
- 4.8. LES DOMMAGES CAUSES AUX BIENS DONT LE MAÎTRE D'OUVRAGE, OU LES PERSONNES DONT IL EST CIVILEMENT RESPONSABLE, SONT PROPRIETAIRE OU DONT ILS ONT LA GARDE, LA POSSESSION OU LA DETENTION.
- 4.9. LES DOMMAGES CAUSES A L'OCCASION DE MANIFESTATIONS SPORTIVES SOUMISES A OBLIGATION LEGALE D'ASSURANCE.
- 4.10. LES DOMMAGES IMMATERIELS NON CONSECUTIFS DONT SONT RESPONSABLES DANS LE CADRE DE LEURS FONCTIONS LES MANDATAIRES SOCIAUX, LES ADMINISTRATEURS, LES DIRIGEANTS DE FAIT OU DE DROIT DES SOCIETES AYANT LA QUALITE D'ASSURE. LA PRESENTE EXCLUSION S'APPLIQUE EGALEMENT DANS LE CAS OU LA RESPONSABILITE INCOMBE A UNE PERSONNE MORALE EXERCANT LESDITES FONCTIONS PAR L'INTERMEDIAIRE D'UN REPRESENTANT PERMANENT.
- 4.11. LES DOMMAGES SUBIS PAR LES CONJOINTS, ASCENDANTS ET DESCENDANTS DE L'ASSURE RESPONSABLE AINSI QUE PAR SES PREPOSES DANS L'EXERCICE DE LEURS FONCTIONS. LORSQUE L'ASSURE EST UNE PERSONNE MORALE CETTE EXCLUSION S'APPLIQUE EN OUTRE A SES REPRESENTANTS LEGAUX AU COURS DE LEURS ACTIVITES PROFESSIONNELLES.
- 4.12. LES CONSEQUENCES D'UNE ATTEINTE A L'ENVIRONNEMENT :
- PROVENANT D'UN SITE QUE L'ASSURE EXPLOITE ET SOUMIS A AUTORISATION,
 - OU NON ACCIDENTELLE,
 - OU PROVENANT DU MAUVAIS ETAT, DE L'INSUFFISANCE OU DE L'ENTRETIEN DEFECTUEUX DES INSTALLATIONS DES LORS QUE CE MAUVAIS ETAT, CETTE INSUFFISANCE OU CET ENTRETIEN DEFECTUEUX ETAIT CONNU DE L'ASSURE (OU DE LA DIRECTION DE L'ENTREPRISE LORSQU'IL S'AGIT D'UNE PERSONNE MORALE) OU NE POUVAIT EN ETRE IGNORE AVANT LA REALISATION DESDITS DOMMAGES.

SONT EGALEMENT EXCLUS :

- LES REDEVANCES MISES A LA CHARGE DE L'ASSURE EN APPLICATION DES LOIS ET REGLEMENTS SUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, EN VIGUEUR AU MOMENT DU SINISTRE, MEME SI CES REDEVANCES SONT DESTINEES A REMEDIER A UNE SITUATION CONSECUTIVE A DES DOMMAGES DONNANT LIEU A GARANTIE.

LES DOMMAGES SUBIS, DU FAIT D'UNE ATTEINTE A L'ENVIRONNEMENT, PAR LES ELEMENTS NATURELS TELS QUE L'AIR, L'EAU, LE SOL, LA FAUNE, LA FLORE DONT L'USAGE EST COMMUN A TOUS AINSI QUE LES PREJUDICES D'ORDRE ESTHETIQUE OU D'AGREMENT QUI S'Y RATTACHENT.

- 4.13. LES DOMMAGES MATERIELS CAUSES AUX OUVRAGES, OBJET DU MARCHE DE L'ASSURE.
- 4.14. DES DOMMAGES A L'OUVRAGE RELEVANT DES RESPONSABILITES VISEES AUX ARTICLES 1792 A 1792-6 DU CODE CIVIL (RESPONSABILITE CIVILE DECENNALE ET GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT).
- 4.15. LES PENALITES CONTRACTUELLES, PENALITES DE RETARD, étant précisé que le préjudice réellement subi par un tiers est normalement garanti par le présent contrat.
- 4.16. LES CONSEQUENCES D'OBLIGATIONS CONVENTIONNELLEMENT ACCEPTEES PAR L'ASSURE QUI NE LUI INCOMBERAIENT PAS D'APRES LES DISPOSITIONS LEGALES, sauf celles prévues au 2.2.
- 4.17. LES AMENDES ET CONDAMNATIONS DONT L'ASSURE FAIT DIRECTEMENT ET PERSONNELLEMENT L'OBJET ; LES AMENDES CONTRACTUELLES, LES ENGAGEMENTS FINANCIERS, PENALITES DE TOUTES SORTES, Y COMPRIS CELLES INFLIGEEES POUR RETARD DANS L'EXECUTION DES MARCHES, DEFAUT D'ESTHETIQUE, LES OBLIGATIONS DE RESULTATS OU MANQUE DE CAPACITE DE RENDEMENT AINSI QUE LES GARANTIES DE BON FONCTIONNEMENT, MÊME S'IL EXISTE UN LIEN DE CAUSALITE ENTRE CES FAITS ET UN DOMMAGE COUVERT PAR LE PRESENT CONTRAT.
- 4.18. LES DOMMAGES RESULTANT DE VOLS, PERTES OU DISPARITION.
- 4.19. LES DOMMAGES CAUSES AUX EXISTANTS.
- 4.20. LE COUT DES TRAVAUX PREVUS ET NON EXECUTES AINSI QUE DES FRAIS DEVANT ETRE ENGAGES POUR ACHEVER LES TRAVAUX OU LES METTRE EN CONFORMITE PAR RAPPORT AUX MARCHES INITIAUX.
- 4.21. LES DOMMAGES AUTRES QUE CORPORELS RESULTANT D'OUVRAGES AYANT FAIT L'OBJET DE RESERVES DE L'ASSISTANT MAÎTRE D'OUVRAGE OU D'UN BUREAU DE CONTRÔLE QUALIFIE, LORSQUE LE SINISTRE TROUVE SON ORIGINE DANS LA CAUSE MÊME DE CES RESERVES ET CE, TANT QU'ELLES N'ONT PAS ETE LEVEES, SEULEMENT SI LES INTERESSES N'ONT PAS APPORTE LA DILIGENCE NECESSAIRE A DIRE D'EXPERT POUR ENTREPRENDRE LES ACTIONS PERMETTANT LADITE LEVEE DES RESERVES.
- 4.22. LES PERTES OU DOMMAGES SUBIS PAR :
- LES MATERIELS, OUTILLAGES, EQUIPEMENTS ET ENGINS DE CHANTIER, DE MANUTENTION OU DE LEVAGE,
- LES PROTECTIONS ET MATERIELS DE CHANTIER, AINSI QUE LES INSTALLATIONS PROVISOIRES DE CHANTIER (BARAQUEMENT ET BUREAUX INSTALLES POUR LA REALISATION DU CHANTIER).
- 4.23. L'INOBSERVATION DES REGLES DE L'ART, TELLES QU'ELLES SONT DEFINIES PAR LES REGLEMENTATIONS EN VIGUEUR, LES DOCUMENTS TECHNIQUES UNIFIES OU LES NORMES ETABLIES PAR LES ORGANISMES COMPETENTS A CARACTERE OFFICIEL OU DANS LE MARCHE DE TRAVAUX CONCERNE.
- 4.24. TOUS LES DOMMAGES CORPORELS, MATERIELS, IMMATERIELS CONSECUTIFS OU NON CAUSES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR L'AMIANTE ET / OU LE PLOMB.
- 4.25. LES DOMMAGES RESULTANT DE L'UTILISATION OU DE LA DISSEMINATION D'ORGANISMES GENETIQUEMENT MODIFIES OU RESULTANT DE LA MISE SUR LE MARCHE DE PRODUITS COMPOSES EN TOUT OU PARTIE D'ORGANISMES GENETIQUEMENT MODIFIES.
- 4.26. LES DOMMAGES RESULTANT DE LA PRODUCTION PAR TOUT APPAREIL OU EQUIPEMENT DE CHAMPS ELECTRIQUES OU MAGNETIQUES OU DE RAYONNEMENT ELECTROMAGNETIQUE.

- 4.27. LES DOMMAGES RESULTANT DES ENCEPHALOPATHIES SPONGIFORMES SUBAIGÜES TRANSMISSIBLES.
- 4.28. LES RECLAMATIONS DE PREPOSES, EX-PREPOSES OU DE CANDIDATS A L'EMBAUCHE A TITRE INDIVIDUEL OU COLLECTIF ET PORTANT SUR DES PRATIQUES LIEES A L'EMPLOI OU SUR LA GESTION SOCIALE DE L'ENTREPRISE.
- 4.29. LES DOMMAGES CORPORELS, MATERIELS, IMMATERIELS CONSECUTIFS OU NON CAUSES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR : DES MOISSURES TOXIQUES, LE MTBE (METHYLERTIOBUTYLETHER), LE FORMALDEHYDE.
- 4.30. LES DOMMAGES CORPORELS, MATERIELS, IMMATERIELS CONSECUTIFS OU NON CAUSES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR LES POLLUANTS ORGANIQUES PERSISTANTS SUIVANTS : ALDRINE, CHLORDANE, DDT, DIOXINES, DIELDRINE, ENDRINE, FURANNE, HEPTACHLORE, HEXACHLOROBENZENE, MIREX, PCB, TOXAPHENE.
- 4.31. LA RESPONSABILITE PROPRE DES INTERVENANTS DANS LES OPERATIONS DE CONSTRUCTION (ENTREPRISES, ARCHITECTES, BUREAU D'ETUDES, SOUS TRAITANTS, FOURNISSEURS), ETANT PRECISE QUE LA RESPONSABILITE CIVILE DE L'ASSURE DU FAIT DE CES DERNIERS EST NORMALEMENT GARANTIE PAR LE PRESENT CONTRAT ET QUE L'ASSUREUR SUBROGE CONSERVE TOUT RECOURS CONTRE LESDITS INTERVENANTS ET LEURS ASSUREURS.
- 4.32. LES DOMMAGES RESULTANT DES EFFETS D'UN VIRUS INFORMATIQUE, C'EST-A-DIRE D'UN PROGRAMME OU D'UN ENSEMBLE DE PROGRAMMES INFORMATIQUES CONCU POUR PORTER ATTEINTE A L'INTEGRITE, LA DISPONIBILITE OU LA CONFIDENTIALITE DES LOGICIELS, PROLOGICIELS, SYSTEMES D'EXPLOITATION, DONNEES ET MATERIELS INFORMATIQUES, ET POUR SE DISSEMINER SUR D'AUTRES INSTALLATIONS.
- 4.33. LES DOMMAGES RESULTANT DES TROUBLES DE VOISINAGE :
- SE PRODUISANT INEVITABLEMENT PENDANT LES TRAVAUX RELATIFS AUX OPERATIONS DE CONSTRUCTION (TELS QUE BRUITS, ODEURS, FUMEEES, POUSSIERES, VIBRATIONS, GENES APPORTEES AUX VOIES DE CIRCULATION OU AUX RIVERAINS)
- OU DUS A L'IMPLICATION MEME DES OPERATIONS DE CONSTRUCTION, EN RAISON DE LEURS DIMENSIONS OU DE LEURS STRUCTURES (TELS QUE PERTES D'ENSOLEILLEMENT, BROUILLAGE DES EMISSIONS DE RADIOTELEVISION, MAUVAIS TIRAGE DES CHEMINEES VOISINES, INCONVENIENTS DE SERVITUDE DE PASSAGE).
- 4.34. LES CONSEQUENCES D'ABUS DE CONFIANCE, DE DIVULGATION DE SECRET PROFESSIONNEL, DE LA CONCURRENCE DELOYALE, DE LA MISE EN ŒUVRE DE TECHNIQUES CONTREFAITES, DE PUBLICITE MENSONGERE ET D'ESCROQUERIE, VOLS, DETOURNEMENTS COMMIS PAR LES REPRESENTANTS LEGAUX DE LA PERSONNE MORALE ASSUREE, SES DIRIGEANTS OU AVEC LEUR COMPLICITÉ.

TITRE 4 : CONVENTIONS SPECIALES

CHAPITRE 1 : SINISTRES

1.1. OBLIGATIONS DES ASSURES

En cas de sinistre, les Assurés :

- 1.1.1. Sont tenus d'en faire la déclaration à l'Assureur à l'adresse de son siège social, par écrit, soit contre récépissé, soit par lettre recommandée **avec demande d'avis de réception**.

Cette déclaration devra préciser :

- . Les circonstances du sinistre et en comporter la description ;
- . L'indication des mesures conservatoires qui ont été prises en raison de l'urgence.

- 1.1.2. S'engagent à accorder à l'Assureur et aux Experts toutes facilités pour accéder aux lieux du sinistre.
- 1.1.3. S'engagent à autoriser les Assureurs et toutes personnes qui ne bénéficient pas des garanties du présent contrat et pouvant être concernées par le sinistre à accéder aux lieux du risque au même titre que leurs experts.
- 1.1.4. S'engagent à autoriser l'expert désigné par l'Assureur à pratiquer les investigations qui lui apparaîtraient nécessaires en vue de l'établissement de ses rapports.
- 1.1.5. Doivent prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour en limiter l'importance et les conséquences, préserver les objets non atteints, retrouver les objets disparus et faire découvrir tous responsables éventuels.
- 1.1.6. Doivent dans tous les cas et jusqu'à expertise, prendre toutes les mesures utiles à la constatation des dommages, notamment en conservant les pièces endommagées ou à remplacer.
- 1.1.7. Doivent fournir, au plus tôt, à la Compagnie ou à son expert un devis de réparation indiquant le détail des travaux à effectuer et de leur coût.

1.2. OBLIGATIONS DE L'ASSUREUR / EXPERTISE

- 1.2.1. Dès réception de la déclaration de sinistre, l'Assureur s'engage à nommer un expert dans les meilleurs délais.

La mission de cet expert consiste à :

- constater, décrire, évaluer les dommages,
- déterminer les circonstances et origines du sinistre.

- 1.2.2. Les dommages sont réglés de gré à gré.

A défaut de règlement de gré à gré, il y aura lieu de procéder à une expertise contradictoire entre l'expert désigné par la Compagnie et celui désigné par les Assurés.

Si les experts ainsi désignés ne sont pas d'accord, ils s'adjoignent un troisième expert.

Les trois experts opèrent en commun, à la majorité des voix.

Faute par l'une des parties de nommer son expert, ou par les deux experts de s'entendre sur le choix du troisième, la désignation sera effectuée par le Président du Tribunal compétent.

Les honoraires du tiers expert et les frais de sa nomination, s'il y a lieu, sont supportés pour moitié par la Compagnie et pour moitié par les Assurés.

1.7. ESTIMATION DES DOMMAGES

Le montant des dommages est déterminé, tant pour les ouvrages et biens objets des marchés que pour les ouvrages existants, si cette garantie a été souscrite, par le coût de la remise en état et/ou de la reconstruction totale ou partielle et/ou de leur remplacement à l'identique.

Ces coûts sont appréciés au jour de la remise en état et/ou de la reconstruction totale ou partielle et/ou du remplacement des ouvrages et biens assurés, et ce, dans la limite des sommes assurées.

1.8. DETERMINATION DE L'INDEMNITE

Le montant des dommages pris en considération pour la détermination de l'indemnité ne porte que sur les coûts afférents aux opérations de réparation ou de remplacement des biens endommagés ou détruits, tels que définis au paragraphe 1.3. ci-avant.

L'assurance ne peut être une source d'enrichissement pour les Assurés.

Elle ne leur garantit que la réparation et/ou le remplacement de leurs pertes réelles, tels que définis dans le présent document.

L'indemnité due aux Assurés est égale au montant des dommages ainsi déterminé, diminué de la franchise puis, s'il y a lieu de la valeur du sauvetage.

Le sauvetage s'entend de la valeur au jour du sinistre, des débris et des pièces encore utilisables d'une manière quelconque, ou considérés comme vieilles matières.

1.9. MODALITE DU REGLEMENT ET D'INDEMNISATION DES SINISTRES

Le règlement des indemnités est effectué exclusivement au Souscripteur, sauf demande expresse et écrite de sa part. Conformément aux règles de la comptabilité publique, les travaux effectués dans le cadre des missions d'expertise font l'objet d'un règlement direct par l'Assureur.

Il est convenu qu'après accord entre les parties, des acomptes pourront être versés en cas de sinistre garanti au fur et à mesure de l'avancement des travaux de réparation, et ce, sur présentation de justificatifs et après avis de l'expert.

Une obligation de diligence dans la production des rapports d'expertise et le respect du délai de règlement de solde s'impose à l'Assureur.

1.10. VOLET SPECIFIQUE RESPONSABILITE CIVILE MAITRE D'OUVRAGE

DEFENSE

L'Assureur s'engage à défendre l'Assuré devant les juridictions civiles répressives ou administratives, lorsqu'il est cité ou assigné à la suite d'un dommage garanti, même partiellement par le présent contrat, et alors même que les intérêts civils auraient été réglés par l'Assureur.

En cas de doute sur l'engagement de garantie, l'Assureur en avisera immédiatement l'Assuré mais assumera cependant sa défense dans l'attente de tous faits ou éléments nouveaux qui devront être portés à sa connaissance pour lui permettre de prendre une position définitive.

L'Assuré aura la possibilité d'associer ou de désigner son propre avocat, en vue de la défense de ses intérêts.

L'Assuré devra transmettre à l'Assureur, dès la déclaration du sinistre, tout avis, lettres, convocations, assignations, acte extra judiciaire et pièces de procédure qui lui seraient adressées, remis ou signifiés (à lui-même ou à ses préposés).

Faute pour lui de remplir tout ou partie de cette obligation (sauf en cas fortuit ou cas de force majeure), l'Assureur pourra réclamer une indemnité proportionnée au dommage que le manquement de l'Assuré pourra lui causer.

Cette défense assumée par l'Assureur comprend les frais et honoraires d'enquête, d'instruction, d'expertise et d'avocat, ainsi que les frais judiciaires et d'exécution des jugements exécutoires.

RECOURS

L'Assureur s'engage à réclamer soit à l'amiable, soit devant toute juridiction, la réparation pécuniaire des dommages corporels, matériels et immatériels subis par l'Assuré et engageant la responsabilité d'un tiers identifié, dans la mesure où l'indemnisation de ces dommages aurait été prise en charge par le contrat si l'Assuré en avait été responsable et ou la victime.

L'Assuré fixe lui-même le montant de l'indemnité qu'il entend réclamer.

L'Assureur dirige les recours mais s'interdit toute transaction sans l'accord préalable de l'Assuré.

En cas de contestation sur l'opportunité d'engager ou de poursuivre une action judiciaire contre le tiers responsable d'un dommage, l'Assureur et l'Assuré nomment chacun un arbitre. Ces deux arbitres, le cas échéant, sont départagés par un tiers arbitre nommé par eux ou, à défaut d'accord, par le Président du Tribunal de Grande Instance du domicile de l'Assuré statuant en référé.

Chacune des parties supporte les frais et honoraires de son arbitre et la moitié de ceux du tiers arbitre. Si, contre l'avis des arbitres, l'Assuré engage une action judiciaire et obtient une décision plus favorable, l'Assureur le remboursera sur justification des dépenses qu'il a engagées.

SONT EXCLUS DE LA GARANTIE :

- LES FRAIS DE RECOURS POUR LES DOMMAGES SURVENUS EN DEHORS DE LA FRANCE METROPOLITAINE, LES PRINCIPAUTES DE MONACO ET D'ANDORRE.
- LES FRAIS DE RECOURS POUR LES DOMMAGES SURVENUS EN DEHORS DE L'EXERCICE DE L'ACTIVITE PROFESSIONNELLE DE L'ASSURE OU POUR LES DOMMAGES N'ENTRANT PAS DANS LA DEFINITION DE CEUX ASSURES PAR LE PRESENT CONTRAT

FRAIS DE PROCEDURE

L'Assuré supportera la charge des frais personnels qu'il pourrait exposer pour sa défense et pour le règlement du sinistre.

Les frais de procès, de quittance et autres frais de règlement sont compris dans le montant de la garantie.

TRANSACTION (hors Recours)

L'Assureur a seul, dans les limites de sa garantie, le droit de transiger avec les tiers lésés.

Aucune reconnaissance de responsabilité, aucune transaction intervenue en dehors de lui ne lui sont opposables.

Ne sont pas considérés comme une reconnaissance de responsabilité l'aveu de la matérialité d'un fait ou le seul fait d'avoir procuré à la victime un secours urgent s'il s'agit d'un acte d'assistance (article L 124-2 du Code des assurances). L'Assureur tiendra informé l'Assuré à l'occasion de toute transaction ou acceptation d'une décision amiable ou de justice et communiquera les rapports émanant de son expert, ainsi que ceux de l'expert intervenant en exécution d'une décision de justice.

AVANCE DE FONDS en cas de référé

L'Assureur s'engage à procéder au versement des avances de fonds mis à la charge de l'Assuré dans un premier temps par le juge des référés pour les sinistres qui mettent en jeu les garanties du contrat.

SUBROGATION

L'Assureur est subrogé dans les droits et actions de l'Assuré contre tout responsable d'un sinistre, à concurrence des indemnités qu'il a réglées.

Si la subrogation ne peut plus, du fait de l'Assuré, s'opérer en faveur de l'Assureur, celui-ci se réserve le droit d'exercer contre l'Assuré une action récursoire dans la mesure même où aurait pu s'exercer la subrogation.

CHAPITRE 2 - CONVENTIONS PARTICULIERES

2.1. OBLIGATIONS DU SOUSCRIPTEUR

2.1.1. DECLARATION DU RISQUE ET DE SES MODIFICATIONS

Le contrat est établi sur la base des déclarations du Souscripteur présenté à l'Assureur.

LE SOUSCRIPTEUR S'ENGAGE A DECLARER A L'ASSUREUR :

Lors de la souscription du contrat

Tous les éléments caractéristiques du risque, ainsi que toutes autres circonstances ou éléments connus de lui et devant permettre à l'Assureur d'apprécier le risque.

En cours de réalisation des travaux

Tous éléments venant à modifier, au cours de la réalisation des travaux, l'une quelconque des données ainsi préalablement communiquées.

Ces déclarations doivent être faites préalablement à la modification si celle-ci résulte du fait du Souscripteur, et dans les autres cas, dans les 15 jours suivant la date où celui-ci en a eu connaissance.

LE SOUSCRIPTEUR DOIT PARTICULIEREMENT :

Déclarer à l'Assureur toute augmentation supérieure à **20 %** du coût total de construction prévisionnel déclaré, due à une modification du programme initial.

Déclarations des aggravations de risque - Conséquences

Lorsque la modification entraîne une aggravation du risque, telle que si le nouvel état de chose avait existé lors de la souscription du contrat, l'Assureur n'aurait pas contracté, ou ne l'aurait fait que moyennant une prime plus élevée, la déclaration doit être faite, sous peine des sanctions prévues aux articles L.113.9 (omission ou déclaration inexactes de la part du Souscripteur dont la mauvaise foi n'est pas établie) du Code des assurances, et l'Assureur a la faculté, dans les conditions prévues à l'article L.113.4 du Code des assurances, soit de résilier le contrat moyennant préavis de dix jours par lettre recommandée, soit de proposer un nouveau taux de prime.

Si le Souscripteur n'accepte pas ce nouveau taux, l'Assureur peut résilier le contrat, et lorsque l'aggravation résulte du fait du Souscripteur, réclamer une indemnité.

2.1.2. SANCTIONS

Conséquences d'une fausse déclaration intentionnelle à la souscription ou en cours de contrat

Toute réticence ou fausse déclaration intentionnelle de la part du Souscripteur, soit à la souscription du contrat, soit à l'occasion d'une aggravation du risque, entraîne la nullité du présent contrat, dans les conditions prévues à l'article L.113.8 du Code des assurances, les

fractions de prime payées demeurant acquises à l'Assureur qui a le droit au paiement de toute fraction de primes échues à titre de dommages-intérêts.

Conséquences d'une fausse déclaration non intentionnelle à la souscription ou en cours de contrat

Toute omission ou déclaration inexactes de la part du Souscripteur, dans les déclarations, soit à la souscription du contrat, soit à l'occasion d'une aggravation du risque, lorsque sa mauvaise foi n'est pas établie, n'entraîne pas la nullité de l'assurance, mais, conformément à l'article L.113.9 du Code des Assurances, donne droit à l'Assureur :

- si elle est constatée avant tout sinistre, soit de maintenir le contrat, moyennant une augmentation de prime acceptée par le Souscripteur, soit de résilier le contrat 10 jours après notification adressée au Souscripteur par lettre recommandée, en restituant la portion de la prime payée pour le temps où l'assurance ne court plus,
- dans le cas où la constatation n'a lieu qu'après un sinistre, l'indemnité est réduite en proportion de la prime payée par rapport à la prime qui aurait été due si le risque avait été complètement et exactement déclaré.

2.2. CLAUSE 50/50

2.2.1. Caisse, colis ou conteneur présentant des traces extérieures d'avaries

L'ouverture des caisses, colis ou conteneurs sera faite dès leur arrivée sur le chantier au point final de destination.

2.2.2. Caisse, colis ou conteneur ne présentant aucune trace extérieure d'avarie

L'ouverture des caisses, colis ou conteneurs sera faite dès que possible par les services réceptionnaires des Assurés. Si des dommages sont constatés à l'ouverture des caisses, colis ou conteneurs parvenus apparemment intacts à destination, l'intervention des commissaires d'avaries sera requise immédiatement.

En même temps qu'ils procéderont aux constatations nécessaires, les commissaires d'avaries devront se prononcer sur le moment de la survenance du sinistre.

Les Assureurs prendront à leur charge les pertes ou dommages qui seraient, selon les commissaires d'avaries, survenus au cours du stockage assuré.

En cas d'impossibilité de définir l'origine du dommage, celui-ci sera supporté dans la proportion de 50/50 par les Assureurs de la police transport et ceux de la présente police.

Dans ce cas, une seule franchise, la plus élevée des deux polices sera déduite.

2.3 CLAUSE 72 HEURES

Il est convenu que les pertes ou dommages aux Biens Assurés survenant pendant une période de 72 heures consécutives et causés par une tempête, un ouragan, un cyclone, une inondation, un glissement de terrain, un effondrement, ou un tremblement de terre constitueront un seul événement pour l'application de la franchise et des montants de garantie prévus dans la police.

Pour l'application de ce qui précède, la fixation du commencement d'une telle période de 72 heures sera laissée à la discrétion des Assurés étant entendu cependant qu'il ne peut y avoir de chevauchement de deux (ou plus) périodes de 72 heures.

2.4. ARRET DU CHANTIER

Les garanties demeurent acquises à l'Assuré en cas d'arrêt partiel ou total non définitif des travaux qui serait dû à des intempéries ou à des congés annuels.

Si cet arrêt est provoqué par une autre cause, la garantie demeure acquise pendant une durée de 30 jours prorogeable au-delà sur demande du Souscripteur qui devra préalablement informer complètement l'Assureur des raisons de cet arrêt et des dispositions particulières qui sont prises sur le chantier au cours de cet arrêt.

En cas d'arrêt total définitif du chantier, le Souscripteur doit en informer l'Assureur dans un délai maximum de 15 jours, après quoi le contrat pourra être résilié. Cette résiliation ne donnera lieu à aucune indemnité et la prime définitive due à l'Assureur résultera de l'application au prorata temporis du taux de prime prévu au contrat sur la valeur des travaux exécutés à la date de l'arrêt définitif.

2.5. SUSPENSION

Les effets du présent contrat sont suspendus de plein droit sous réserve des dispositions de l'article L.160.7 du Code des assurances, pendant la durée :

- a) de l'évacuation des lieux où se trouvent les objets assurés, ordonnée par les autorités ou nécessitée par des faits de guerre ou des troubles civils,
- b) de l'occupation de la totalité des lieux où se trouvent les objets assurés, par des personnes autres que les Assurés eux-mêmes, et toutes personnes autorisées par ceux-ci à l'exclusion des locataires.

2.6. ABROGATION DE LA REGLE PROPORTIONNELLE DE CAPITAUX

L'Assureur renonce à l'application de la règle proportionnelle de capitaux prévue à l'article L. 121.5 du Code des assurances.

En contrepartie, les Assurés s'engagent :

- à déclarer à l'Assureur, à la fin de la période de travaux, le montant définitif des valeurs prises en compte pour la détermination de la somme assurée,
- à acquitter, le cas échéant, la prime résultant d'une augmentation de ce montant.

2.7. RECONSTITUTION DES GARANTIES

Le capital garanti étant réduit du montant des indemnités versées par l'Assureur, le Souscripteur aura la faculté de demander aux Assureurs que le capital garanti soit reconstitué.

Cette reconstitution pourra être accordée par l'Assureur moyennant paiement d'une surprime calculée au cas pas cas.

Si l'Assureur décide de ne pas reconstituer les capitaux, ceux réduits seront considérés comme un premier risque sans application de la règle proportionnelle.

2.8. RENONCIATION A LA FACULTE DE RESILIATION APRES SINISTRE

L'Assureur renonce à invoquer la survenance de tout sinistre pour exercer de ce seul fait, son droit à résiliation du contrat conformément aux dispositions de l'article R. 113-10 du Code des assurances.

Toutefois, si après sinistre, l'Assureur constate un état des choses laissant prévoir la possibilité de survenance de sinistres de même origine, il pourra demander à l'Assuré de lui faire connaître, dans le délai qu'il lui aura fixé en tenant compte du contexte technique, les mesures envisagées pour y remédier.

Si l'Assureur approuve ces mesures, un délai pour leur réalisation sera fixé d'un commun accord, ou, au besoin, à dire d'expert désigné par l'Assureur.

En cas d'inobservation par l'Assuré de l'un ou l'autre des délais prévus aux alinéas précédents, l'Assureur aura le droit de résilier le contrat après l'échéance du délai en question.

La garantie prendra fin trente (30) jours (calendaires) après la notification de la résiliation à l'Assuré.

Si l'Assureur refuse les mesures proposées par l'Assuré et si les parties ne se mettent pas d'accord sur d'autres mesures dans un délai de quinze (15) jours, l'Assureur fera connaître par lettre

recommandée avec accusé de réception les motifs de son refus, ainsi que les nouvelles conditions de garantie qui lui permettront de continuer à couvrir le risque.

Ces conditions, à moins d'être refusées par l'Assuré, deviendront automatiquement applicables trente (30) jours après l'envoi de ladite lettre recommandée.

Le refus par l'Assuré de ces nouvelles conditions entraînera la résiliation du contrat à l'expiration desdits trente (30) jours calendaires.

2.9 RESILIATION DE CONTRAT

En dehors des dispositions prévues à l'article 2.6 ci-dessus, le contrat peut être résilié dans les conditions précisées ci-après.

2.9.1. PAR L'ASSUREUR

- En cas de non paiement d'une prime, d'une fraction ou de tout ajustement (article L.113.3 du Code des assurances).
- En cas d'aggravation du risque par rapport à celui décrit dans la proposition d'assurance par le Souscripteur (article L.113.4 du Code des assurances).
- En cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat (article L.113.9 du Code des assurances).
- En cas de non paiement de la majoration de cotisation résultant d'une aggravation du risque et/ou de l'omission ou de l'inexactitude de la déclaration du risque, l'Assureur pourra en cas de sinistre, réduire l'indemnité en proportion de la prime payée par rapport à celle qui aurait été due, compte tenu de l'aggravation et/ou si le risque avait été complètement déclaré.

2.9.2. DE PLEIN DROIT

- En cas de disparition totale de la construction, objet de l'assurance, par suite d'un événement non garanti (article L.121.9 du Code des assurances).
- En cas de retrait de l'agrément de l'Assureur (article L.326.12 du Code des assurances).

Lorsque le Souscripteur a la faculté de résilier le contrat, il peut le faire à son choix, soit par lettre recommandée, soit par une déclaration faite contre récépissé au Siège Social ou chez le représentant de l'Assureur dans la localité, soit par tout autre acte extrajudiciaire.

La résiliation par l'Assureur doit être notifiée au Souscripteur par lettre recommandée adressée au dernier domicile connu de celui-ci.

En cas d'emploi de lettre recommandée, tout délai de préavis de résiliation, sauf dans le cas visé au 2.1.1. ci-avant, se décompte par rapport à la réception de la notification par le destinataire.

En cas de résiliation, et pour autant que la garantie ne soit plus due aux Assurés, l'Assureur est tenu de restituer au Souscripteur la portion de prime afférente à la période postérieure à la date d'effet de la résiliation.

Toutefois, cette portion de prime reste due à l'Assureur, à titre d'indemnité, en cas de résiliation pour non-paiement de prime, ainsi que fausse déclaration intentionnelle du risque.

2.10. ABANDON DE RECOURS

L'Assureur du présent contrat déclare renoncer à tout recours contre les Assureurs de responsabilité civile des Assurés désignés au présent contrat et également contre tout participant à l'opération de construction, pour autant que le montant de leurs travaux et/ou prestations soit incorporé à la somme Assurée.

2.11. REPRISE DU PASSE

La garantie s'applique aux biens assurés réalisés ou se trouvant sur le site antérieurement à la date de prise d'effet du présent contrat. SERONT COUVERTS LES SINISTRES OU DOMMAGES INTERVENUS APRES LA PRISE D'EFFET DU CONTRAT Y COMPRIS CEUX AFFECTANT LES OUVRAGES DEJA REALISES AVANT LA PRISE D'EFFET DU CONTRAT, **MAIS LES DOMMAGES OU SINISTRES SURVENUS OU CONNUS DU MAÎTRE D'OUVRAGE DE SON MANDATAIRE OU DES INTERVENANTS, AVANT LA PRISE D'EFFET DU CONTRAT SONT EXCLUS AINSI QUE LES SINISTRES DECOULANT D'UN EVENEMENT SUSCEPTIBLE D'ENTRAINER SINISTRE ET SURVENU AVANT PRISE D'EFFET.**

2.12. PRESCRIPTION

Toutes actions dérivant du présent contrat sont prescrites pour deux ans à compter de l'événement qui y a donné naissance dans les termes des articles L 114.1 et L 114.2 du Code des assurances. Cette prescription du délai de deux (2) ans ne peut être interrompue par une des causes ordinaires d'interruption, ainsi que dans les cas ci-après :

- Désignation d'expert à la suite d'un sinistre,
- Envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception :
 - Par l'Assureur au Souscripteur en ce qui concerne le paiement de la cotisation,
 - Par le Souscripteur à l'Assureur en ce qui concerne le règlement du sinistre.

2.13. PLURALITE D'ASSURANCE

S'il existe d'autres assurances couvrant tout ou partie des risques garantis par le présent contrat, il sera fait application de l'article L.121.4 du Code des assurances.

2.14. INFORMATIONS NOMINATIVES

Conformément à la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Souscripteur dispose d'un droit d'accès pour rectification de toutes informations le concernant et figurant sur tout fichier à l'usage des sociétés d'assurances, de leurs mandataires, des réassureurs et des organismes professionnels concernés.

2.15. JURIDICTION COMPETENTE

Il est expressément convenu que tous litiges ou difficultés rencontrées entre le Souscripteur et l'Assureur, à l'occasion de l'interprétation de la présente police, qu'ils n'aient pu résoudre à l'amiable, seront soumis au Tribunal Administratif du siège du Maître d'Ouvrage.

CHAPITRE 3 - PAIEMENT DES PRIMES

Le montant provisionnel de la prime est calculé sur la base d'un taux pour la durée du chantier appliqué au coût total provisionnel Toutes Taxes Comprises des travaux y compris honoraires.

Le montant des primes figurant dans l'acte d'engagement et dans les présentes conditions particulières est ferme et définitif. Il ne pourra subir de variations que dans les seuls cas limitatifs ci-après :

- Si le coût définitif du montant des travaux TTC y compris les honoraires est différent du coût du montant provisionnel des travaux, le montant de la prime de révision sera calculé en plus sur la différence,
- Si la durée des travaux est supérieure au délai initial,
- Si le projet subit des modifications constituant une aggravation du risque initial.

La prime provisionnelle est appelée à **100 %** à la date de notification du marché.

Par ailleurs, à la réception de l'ouvrage, l'Assuré s'engage à communiquer dans un délai de douze (12) mois suivant la réception le montant total définitif de l'opération (montant total des travaux y compris les honoraires des bureaux de contrôle, architectes et BET).

La prime définitive sera calculée par application du taux définitif sur ce montant, et le marché d'assurance fera alors l'objet d'une clause de réexamen, qui fixera le montant définitif de la prime en fonction du coût Toutes Taxes Comprises réel et définitif des travaux.

Les primes du présent contrat doivent être payées dans les formes prescrites selon les règlements administratifs applicables au Maître d'Ouvrage.

INDEX DES DEFINITIONS CONTRACTUELLES

SOUSCRIPTEUR :

La personne physique ou morale désignée au Titre 1 des présentes Conditions Particulières, qui contracte tant pour son compte que pour le compte des autres Assurés, en vertu d'un mandat et qui s'engage au paiement de la totalité de la cotisation.

ASSUREUR :

La personne morale désignée comme telle au Titre 1 en sa qualité d'apériseur et de mandataire unique des éventuels co-assureurs. Les co-assureurs seront aussi désignés sous le terme Assureur.

OPERATION DE CONSTRUCTION :

L'ensemble des travaux afférents à l'ouvrage défini au Titre 1 des présentes Conditions Particulières.

COUT TOTAL DE L'OPERATION :

Le montant définitif (toutes taxes comprises) des dépenses de l'ensemble des travaux, prestations et fournitures afférents à la réalisation des **travaux de construction mentionnés au Titre I ci-avant**.

Toutes révisions, honoraires et frais (y compris ceux des architectes, coordonnateurs santé sécurité et des bureaux d'études et / ou de contrôle) et, s'il y a lieu, les fournitures, prestations de services et autres travaux supplémentaires (diverses lettres de commande notamment) en rapport avec l'opération.

Le montant défini au paragraphe 1.6 du Titre 1 constitue l'assiette de cotisation de l'Assureur.

PRINCIPE DE PRECAUTION :

En l'absence de certitude due à l'insuffisance des informations et connaissances scientifiques et techniques pertinentes du moment, des mesures effectives et proportionnées doivent être prises lorsqu'il existe des raisons suffisantes de croire qu'une activité ou un produit risque de causer des dommages graves et irréversibles à la santé, à un coût économiquement acceptable.

Même si la preuve formelle d'un lien de causalité entre cette activité ou ce produit et les conséquences redoutées n'a pu être établie de manière irréfutable.

DOMMAGES MATERIELS :

Toute détérioration, destruction, d'une chose ou d'une substance.

CONTROLE TECHNIQUE :

La personne physique ou morale désignée aux Conditions Particulières, agréée dans les conditions prévues par l'article L 111-25 du Code de la construction et de l'habitation, qui est appelée à intervenir, à la demande du Maître d'ouvrage, pour effectuer le contrôle technique des études et des travaux ayant pour objet la réalisation de l'opération de construction.

EXPERT :

Le professionnel notoirement compétent désigné par l'Assureur et / ou l'Assuré pour instruire le sinistre suivant les règles et les usages professionnels en vigueur.

RECEPTION :

L'acte par lequel le Maître de l'ouvrage accepte avec ou sans réserve les travaux exécutés dans les conditions fixées par l'article 1792-6 du Code civil.

La réception pourra résulter de la prise de possession par le Maître de l'ouvrage de l'opération de construction ou encore d'une décision judiciaire passée en force de chose jugée.

SINISTRE :

Pour l'application des différentes garanties de la présente police d'assurance TRC, il faut comprendre par sinistre impliquant la garantie de l'Assureur l'ensemble des dommages résultant d'un même événement et/ou d'une même cause technique et atteignant simultanément les biens assurés.

ANNEXE 1

ATTENTATS & ACTES DE TERRORISME

Loi n° 2006-64 du 23 janvier 2006 (art 29-1)

ARTICLE 1 : OBJET DE LA GARANTIE

La présente assurance a pour objet de garantir à l'Assuré la réparation pécuniaire des dommages matériels directs causés par un attentat ou un acte de terrorisme (tel que défini aux articles L 421-1 et suivants du Code pénal) aux biens garantis contre les dommages d'incendie par le contrat.

ARTICLE 2 : ETENDUE DE LA GARANTIE

La garantie couvre le coût des dommages matériels directs, y compris ceux de décontamination, subis par les Biens assurés sur le territoire national à concurrence des valeurs ou capitaux assurés pour chaque catégorie de dommages et dans les limites de franchises et de plafond prévues par le contrat au titre de l'incendie lors de la première manifestation du risque.

Lorsqu'il est nécessaire de décontaminer un bien immobilier, l'indemnisation des dommages, y compris les frais de décontamination, ne peut excéder le montant des capitaux assurés sur ce bien. En l'absence de capitaux assurés, l'indemnisation ne pourra excéder la valeur vénale du bien contaminé.

Lorsque le contrat couvre les dommages immatériels consécutifs aux dommages matériels d'incendie, ces mêmes dommages immatériels sont couverts lorsqu'ils résultent d'un attentat ou d'un acte de terrorisme, à concurrence des valeurs ou capitaux assurés pour chaque catégorie de dommages et dans les limites de franchises et de plafonds prévus par le contrat au titre de l'incendie lors de la première manifestation du risque.

ARTICLE 3 : EXCLUSIONS

Ne sont pas garantis :

- Les vols et pillages commis à l'occasion d'un attentat ou d'acte de terrorisme,
- Les frais de décontamination des déblais.

ARTICLE 4 : OBLIGATION PARTICULIERE EN CAS DE SINISTRE

En cas de sinistre, l'Assuré est tenu à en faire la déclaration aux autorités compétentes dans un délai de 48 heures suivant le moment où il en a eu connaissance.

ANNEXE 2

CATASTROPHES NATURELLES

(A 125-1 du Code des assurances)
(article A25-1 du Code des assurances)

En cas de modification par arrêté interministériel des dispositions ci-après, celles-ci seront réputées modifiées d'office dès l'entrée en application d'un tel arrêté.

Objet de la garantie

La présente assurance a pour objet de garantir à l'Assuré la réparation pécuniaire des **dommages matériels directs non assurables** à l'ensemble des biens garantis par le contrat ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises.

Si la garantie « Pertes d'exploitation » est souscrite, la présente assurance a pour objet de garantir à l'Assuré le paiement d'une **indemnité correspondant à la perte du bénéfice brut et aux frais supplémentaires d'exploitation** résultant, pendant la période d'indemnisation prévue par le contrat, de l'interruption ou de la réduction de l'activité de son entreprise ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel affectant les biens de cette entreprise, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises.

Mise en jeu de la garantie

La garantie ne peut être mise en jeu qu'après publication au Journal Officiel de la République Française d'un arrêté interministériel ayant constaté l'état de catastrophe naturelle.

Etendue de la garantie

La garantie couvre le coût des dommages matériels directs non assurables subis par les biens, à concurrence de leur valeur fixée au contrat et dans les limites et conditions prévues par le contrat lors de la première manifestation du risque.

Si la garantie « Pertes d'exploitation » est souscrite, la garantie couvre, sans possibilité d'abattement spécial sur le montant des éléments du risque servant à la détermination de la cotisation, les conséquences pécuniaires de l'interruption ou de la réduction de l'activité de l'entreprise, dans les limites et aux conditions fixées par le contrat pour le risque principal, telles qu'elles existaient lors de la première manifestation du risque.

Franchise

Nonobstant toute disposition contraire, l'Assuré conserve à sa charge une partie de l'indemnité due après sinistre. Il s'interdit de contracter une assurance pour la portion du risque constituée par la franchise.

Pour les véhicules terrestres à moteur, quel que soit leur usage, le montant de la franchise est de 380 € (EUR) pour chaque véhicule endommagé. Toutefois, pour les véhicules terrestres à moteur à usage professionnel, sera appliquée la franchise prévue par le contrat, si celle-ci est supérieure.

Pour les biens à usage d'habitation et les autres biens à usage non professionnel, le montant de la franchise est fixé à 380 € (EUR), sauf en ce qui concerne les dommages imputables aux mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et/ou à la réhydratation des sols, pour lesquels le montant de la franchise est fixé à 1 520 € (EUR).

Pour les biens à usage professionnel, le montant de la franchise est égal à 10 % du montant des dommages matériels directs non assurables subis par l'Assuré, par établissement et par événement, sans pouvoir être inférieur à un minimum de 1 140 € (EUR) ; sauf en ce qui concerne les dommages imputables aux mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et/ou à la réhydratation brutale des sols, pour lesquels ce minimum est fixé à 3 050 € (EUR). Toutefois, sera appliquée la franchise prévue par le contrat, si celle-ci est supérieure à ces montants.

Pour la garantie « Pertes d'Exploitation », si celle-ci est souscrite, l'Assuré conserve à sa charge une partie de l'indemnité due après sinistre correspondant à une interruption ou à une réduction de l'activité de l'entreprise pendant trois jours ouvrés, avec un minimum de 1 140 € (EUR). Toutefois, sera appliquée la franchise éventuellement prévue par le contrat, si celle-ci est supérieure à ces montants.

Pour les biens autres que les véhicules terrestres à moteur et, pour la garantie « Pertes d'Exploitation », si celle-ci est souscrite, **dans une commune non dotée d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles** pour le risque faisant l'objet d'un arrêté portant constatation de l'état de catastrophe naturelle, **la franchise est modulée** en fonction du nombre de constatations de l'état de catastrophe naturelle intervenues pour le même risque au cours des cinq années précédant la date de la nouvelle constatation, selon les modalités suivantes :

- première et deuxième constatations : application de la franchise ;
- troisième constatation : doublement de la franchise applicable ;
- quatrième constatation : triplement de la franchise applicable ;
- cinquième constatation et constatations suivantes : quadruplement de la franchise applicable.

Les dispositions de l'alinéa précédent cessent de s'appliquer à compter de la prescription d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles pour le risque faisant l'objet de la constatation de l'état de catastrophe naturelle dans la commune concernée. Elles reprennent leurs effets en l'absence d'approbation du plan précité dans le délai de quatre ans à compter de la date de l'arrêté de prescription du plan de prévention des risques naturels.

Obligations de l'Assuré

L'Assuré doit déclarer à l'Assureur tout sinistre susceptible de faire jouer la garantie dès qu'il en a connaissance et au plus tard dans les **dix jours** suivant la publication de l'arrêté interministériel constatant l'état de catastrophe naturelle (délai porté à **trente jours** pour la garantie « Pertes d'exploitation »).

Quand plusieurs assurances contractées par l'Assuré peuvent permettre la mise en jeu de la garantie, l'Assuré doit, en cas de sinistre et dans le délai mentionné au précédent alinéa, déclarer l'existence de ces assurances aux Assureurs intéressés. Dans le même délai, il déclare le sinistre à l'Assureur de son choix.

Obligations de l'Assureur

L'Assureur doit verser l'indemnité due au titre de la garantie dans un délai de trois mois à compter de la date de remise par l'Assuré de l'état estimatif des biens endommagés (ou des pertes subies) ou de la date de publication de l'arrêté interministériel constatant l'état de catastrophe naturelle lorsque celle-ci est postérieure. A défaut, et sauf cas fortuit ou de force majeure, l'indemnité due par l'Assureur porte, à compter de l'expiration de ce délai, intérêt au taux de l'intérêt légal.

Territorialité

La présente garantie s'exerce en France Métropolitaine, dans les Départements d'Outre-mer, dans les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon ainsi que sur le territoire des îles Wallis-et-Futuna.